57

parti pris

numéro 6 mars 1964 prix: 50 cents

pour un socialisme québécois — pierre maheu

leur democracy — michel van schendel

la maladie infantile du québec — roger nantel

le P.S.Q. — parti pris

chroniques

andré major
laurent girouard
patrick straram

paul chamberland
jacques ferron
gérald godin

parti pris

numéro 6 mars 1964

sommaire

le socialisme 2
éditorial

leur democracy 5
pierre maheu

la maladie infantile du québec 25
michel van schendel

---

chronique du p.s.q. 1 45
parti pris

chronique du p.s.q. 2 49
roger nantel

une situation révolutionnaire 51
andré major

un canada, une langue 53
andré major

chronique de l'information 55
paul chamberland

chronique de l'éducation 59
laurent girouard

ce bordel de pays 4 60
jacques ferron

le jazz, et qui? 61
patrick straram

contre polyeucte 63
gérald godin

---

lettre de jacques berque 24

notes sur l'information 44

revue politique et culturelle
paraît chaque mois
sur 64 pages

●

comité de rédaction: Paul Chamberland, Pierre Maheu, André Major, Jean-M. Piotte.

●

comité d'administration:
Yvon Dionne, Laurent Girouard, Camille Limoges, Pierre Maheu, Robert Maheu, Gérald McKenzie, Lise Théberge.

●

éditeur:
La Revue PARTI PRIS, Inc.
790-B, av. Champagneur,
Montréal (8)
Québec.

●

distributeur: Agence de Distribution Populaire,
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal.
Tél. LA 3-1182

●

Les manuscrits non retenus sont rendus à leurs auteurs dans un délai d'un mois, s'ils sont accompagnés d'une enveloppe de retour affranchie.

●

Le ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

●

Reproduction interdite.

●

Prix 50 cents
12 numéros: $5.00

éditorial

le socialisme

Qu'est-ce que le socialisme? Ne riez pas. Ce n'est pas si simple. Le socialisme consiste, avant toutes structures économico-politiques, en un ensemble de philosophies sociales — c'est-à-dire de philosophies non métaphysiques, mais concrètes — qui prétendent résoudre, à tort ou à raison, les contradictions internes du capitalisme en proposant les moyens aptes à transformer la société de telle façon que l'homme, demain, pourra y réaliser au maximum sa liberté. Marx et Lénine, Proudhon, Saint-Simon,... élaborèrent ces différentes formes de socialisme. Parti pris *se rattache à la tradition marxiste-léniniste car nous la jugeons la moins dépassée par l'évolution historique et la plus apte, actuellement, à résoudre les problèmes que soulève un système inhumain, le système de la "free enterprise".*

Le marxisme-léninisme est fondamentalement une méthode, méthode qui nous permet d'analyser et de totaliser la société dans son dynamisme, dans son historicité. Mais si, d'une part, nous comprenons, à l'aide de cette méthode, l'évolution d'une société à un moment donné, d'autre part, l'étude des faits économiques, politiques et sociaux nous entraîne à la corriger et à la polir. Aussi, s'exerce-t-il une dialectique entre la méthode et la réalité, entre le mode d'interprétation et les données brutes de telle sorte qu'ils s'appellent et s'éclairent l'un l'autre.

Le socialisme est l'antithèse du capitalisme: la critique du capitalisme — critique intellectuelle et critique par l'action — précède toujours la phase des solutions. C'est par une critique intransigeante et ininterrompue du capitalisme d'ici et de maintenant *que nous pourrons découvrir: 1 — les moyens d'action aptes à transformer la société québécoise; 2 — les structures socialistes à établir, structures qui permettraient au Québécois de réaliser le maximum de ses possibilités.*

Le capitalisme ne consiste pas, comme le socialisme, en un ensemble de philosophies sociales, mais en un ensemble de structures établies. Les penseurs socialistes ont précédé les pays socialistes tandis que les structures capitalistes sont apparues avant les penseurs à la solde de la classe possédante. Ces derniers

n'ont qu'essayé, bien maladroitement d'ailleurs, de justifier le système de classes ou de le masquer.

Si le Socialisme n'existe pas, le Capitalisme, lui aussi, n'a pas d'existence: des diverses structures capitalistes, nous devons étudier celle qui s'est incarnée ici, au Québec. Sans doute, ces différentes structures répondent-elles aux mêmes lois. Mais ces lois ne doivent pas nous empêcher de voir et de comprendre la richesse et la complexité des phénomènes. D'ailleurs, la loi d'hier ne peut être demain ou aujourd'hui qu'un phénomène, et le phénomène d'hier, aujourd'hui, une essence: par l'action de l'homme, la société se transforme. (Et ici, je demeure très orthodoxe: Lénine a expliqué cette dialectique de la loi et de l'apparence, de l'essence et du phénomène, de la stratégie et de la tactique). La connaissance des lois du capitalisme ne doit pas nous masquer toutes les particularités et tous les rouages de la société québécoise.

La critique théorique et pratique du réel québécois nous aidera à dégager peu à peu les moyens de le transformer.

La grande majorité des citélibristes étaient des intellectuels bourgeois honnêtes. Contre le duplessisme, ils ont poussé de l'avant les idées de Liberté, Justice et Démocratie. Ils ont préconisé les idéaux de la Révolution Française, révolution qui inscrit la victoire des bourgeois sur la noblesse. Ils étaient honnêtes: ils désiraient supprimer le patronage, les caisses électorales, etc. Vaincre l'U.N. consistait presque à supprimer la corruption politique, et anéantir cette dernière entraînait nécessairement l'avènement de la démocratie. Ils n'ont pas su voir que la corruption politique n'était qu'un symptôme de l'inexistence de la démocratie, qu'un symptôme d'une dictature économique.

Cette vue de la démocratie est le mythe le plus nuisible, actuellement, au Québec. Beaucoup trop de nos chefs indépendantistes en demeurent aliénés. Ils tiennent, moralement, à ne poser que des actes légaux, démocratiques... comme si la démocratie existait au Québec. Les partisans du P.S.Q. sont conscients de la dictature économique, mais ils n'en tirent pas les conséquences pratiques, les conséquences dans l'ordre de l'action. C'est un manque de cohérence... sinon un manque de conscience. Aussi, lors d'une assemblée PSQ-NPD, il ne fallait pas se surprendre qu'un membre du parti socialiste affirme candidement que le summum des connaissances au niveau de l'organisation politique se trouvait dans le livre publié par les Editions du Jour, livre dans lequel un organisateur des partis traditionnels expliquait les rouages de la machine électorale...

Nous ne pouvons étudier les différentes techniques d'action ainsi que leur efficacité en demeurant assis devant notre table de travail. Nous ne dégage-

rons des modes d'action efficaces que par la réflexion — enrichie par des lectures appropriées — sur les actions que nous poserons dans la société québécoise. D'ailleurs, cette action peut prendre différentes formes: politique, syndicale...

Nous devons faire preuve d'imagination. *Les partis de gauche européens ne peuvent nous être très utiles. Ils ont cru au grand Jour à la fin de la dernière grande guerre; depuis ce temps, ils végètent. Ils utilisent toujours les mêmes formes de propagande; ils n'ont su découvrir les causes du succès des mouvements fascistes durant les années '40 et des mouvements de libération nationale depuis la guerre.*

La critique théorique et pratique de notre société et le dégagement progressif des modes d'action aptes à la transformer nous permettront peu à peu de percevoir les structures que nous devrons établir pour que l'homme d'ici puisse se réaliser. Vouloir construire un "socialisme québécois" sans passer par les deux premières phases est pure utopie.

* * *

Il n'y a pas de commune mesure entre Cité Libre *et* Parti pris. *Les collaborateurs du premier étaient en grande partie des penseurs bourgeois; nous pensons socialisme. Aussi les valeurs que nous posons — socialisme, indépendantisme et laïcisme — leur sont-elles complètement étrangères. Nous avons appris de la revue* Liberté. *Les meilleurs collaborateurs de cette revue ont esquissé les prémisses d'une pensée laïque et indépendantiste. Mais de socialisme, point. (1) Si nous faisons exception de quelques textes dispersés ici et là de trois ou quatre originaux, nous nous trouvons devant un grand vide. S'il a existé quelques partis socialistes au Québec, il n'y a jamais eu de penseurs socialistes. Sur ce plan, la tâche de* Parti pris *est immense. Ce numéro se veut une première ébauche d'une pensée socialiste qui collerait à nos besoins.*

parti pris / j.-m.p.

---

(1) Il est intéressant de noter que la démarche des intellectuels québécois se fait à rebours de celle que suit le peuple — du moins, les travailleurs de l'Est du Québec. Ceux-ci sont socialistes en fait, sympathiques à l'indépendance et opposés au laïcisme.

leur democracy

pierre maheu

Le milieu humaniste du collège classique, entre autres bienfaits, m'a dispensé une splendide initiation à la démocratie. *Petit nouveau* timide, j'avais un jour entrepris de jouer au ballon tournant, quand un *grand frais* se présenta en me disant: *"Pousse-toi, j'veux jouer."* Je lui répondis que j'étais arrivé avant lui, que chacun son tour, et qu'après tout nous vivions en démocratie. Je ne sais où j'avais pêché cet argument malencontreux. Toujours est-il que le grand frais me dit: *"J'vas t'en faire une démocratie, moi"*, et me planta son poing dans la figure, ce qui eut pour résultat de faire accéder, lui au ballon-tournant, et moi à la réflexion. Je réfléchis si bien que, trois ans plus tard, devenu moi-même grand frais, je me présentais au poste de président de la République des As (division des petits). Mes copains et moi avions grandi, en âge, en sagesse et en biceps, et nous fîmes des démocraties aux plus jeunes avec tant de brio que je fus élu sans difficulté, d'autant plus que je m'étais assuré l'appui de l'aumônier des scouts et de celui de la congrégation mariale. Fier de ma victoire, fort de ma foi dans les vertus démocratiques, je poussai bientôt l'audace jusqu'à décider un beau jour, et au mépris de tous les règlements, d'aller sans permission me balader en ville. Au retour, je fus convoqué par le préfet de discipline dont les arguments frappants achevèrent mon éducation, m'apprenant que mon élection et ma présidence n'étaient qu'un jeu, malgré lequel les autorités réelles gardaient le pouvoir et maintenaient l'ordre établi.

La république des As avait été fondée pour nous "préparer à notre rôle de citoyens"; c'était une république-bidon. Et, ironiquement, c'est sa vacuité même qui faisait sa valeur formative. Elle ne tenait nul compte de la réalité (la division des petits), comme nos Droits de l'Homme n'ont rien à voir avec les hommes. Elle n'était qu'un simulacre que le vrai pouvoir utilisait ou ignorait selon ses désirs, comme notre parlement ne change rien au pouvoir des trusts et des corps intermédiaires de droit divin. Elle était enfin un dérivatif si bien choisi que jamais nous n'avons pensé à nous unir en association d'étudiants, comme notre

démocratie est un sédatif qui abuse le peuple, l'empêche de prendre conscience de sa solidarité objective et de sa force.

De telles affirmations demandent à être étayées, bien sûr; c'est ce à quoi j'entends procéder dans le présent article. Mais il est évidemment impossible de faire *in extenso* une critique démystifiante de notre système politique dans les cadres étroits d'un article, d'autant plus qu'une telle critique n'a de sens que si on dévoile les structures qui relient le système politique à l'économie, à la culture, etc. Il ne peut donc être question ici que de poser les bases d'un telle étude, les termes d'une telle critique. Je donne cet article comme une hypothèse de travail, ou mieux, puisque l'heure n'est pas à l'abstraction, une *hypothèse d'action*.

structures formelles de la démocratie

les droits de l'homme

Notre système, britannique, n'est pas fort sur les déclarations abstraites; pourtant monsieur Diefenbaker a décidé, sur le tard, de nous gratifier d'un succulent Bill of Rights (on y interdit les "traitements cruels et *inusités*"!) Ce document définit les droits de l'Homme au Canada, entre autres:

a) *le droit de l'individu à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne ainsi que la jouissance de ses biens...*
b) *le droit de l'individu à l'égalité devant la loi et à la protection de la loi* (8-9 Elizabeth II, chap. 44, partie I, art 1.)

Ces brefs extraits sont significatifs. On y voit que la démocratie canadienne repose sur le concept abstrait *d'individu*; les individus sont légalement égaux, en dépit des inégalités évidentes de notre société. Quant à la définition bourgeoise de la liberté, c'est "le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui". C'est dire que l'individu abstrait est aussi individu séparé; autrui apparaît comme une limite à sa liberté et non comme sa réalisation; la conception bourgeoise de l'individu est fondamentalement solipsiste, c'est l'individu-monade, et dont la liberté se base sur la séparation de l'homme d'avec l'homme, sur l'aliénation; la présence d'autrui lui est contrainte et non enrichissement: *"la loi protège les libertés de chacun en restreignant la liberté de tous"* (1). La liberté bourgeoise, civilement comme économiquement, est libre concurrence — chacun pour soi. C'est ainsi d'ailleurs que *"la jouissance de ses biens"*, la propriété privée, est un des droits fondamentaux de l'individu privé. Son rapport avec les choses et les biens est égocentrique, pos-

sessif, exclusif: il jouit de SES biens, que la loi défend contre les autres. Car les autres lui sont en effet une menace: l'individualisme bourgeois tend vers le délire de persécution.

le scrutin

Bien sûr, vous et moi avons une naissance, une éducation, une culture, une occupation qui nous incarnent et nous différencient. Nous ne vivons ni la généralité ni l'isolement de l'individu abstrait. Mais ces bavures, notre vie, n'entrent pas dans la sphère d'intérêts de la démocratie formelle, pour qui tous sont pareils: un individu, un vote. Le lieu privilégié du système, c'est celui où nous sommes pour un instant des individus isolés: l'isoloir des polls.

Ce n'est pas dans la vie quotidienne, mais dans le rituel abstrait du scrutin que l'individu abstrait fait connaître ses vues. Par les élections, la volonté populaire est censée s'exprimer; pourtant les élections ne reposent sur aucune praxis collective, sur aucune totalisation réelle de la société, elles ne font pas apparaître un *nous* véritable; le travail des hommes, leurs besoins, tout cela est laissé pour compte. "Chers électeurs..." braille le candidat à la députation, et il a raison, le système remplace les hommes par des électeurs. Les groupes réels, groupes de production, syndicats, nations mêmes, sont oubliés, remplacés par le comté comme l'homme par l'électeur: les gens qui ont à choisir ensemble un député n'ont en commun que le fait abstrait d'habiter une circonscription géographique si arbitrairement définie qu'elle change d'une élection à l'autre, ou même selon qu'on vote au provincial ou au fédéral.

Ainsi notre "démocratie" fonctionne en dehors de, et malgré les relations concrètes, les structures réelles de la société. Alors que ces structures composent un édifice social, les électeurs au contraire n'ont entre eux que la relation d'inerte extériorité des billes d'un sac; chacun n'est qu'une unité dans une somme de millions d'unités semblables; réduit à l'anonymat, privé de tout point d'appui, vidé de toute réalité, il ne peut qu'être passif; la société est alors pour chacun, *tous les autres*. Le vote ne peut être qu'un acte posé en altérité et en extériorité; chacun votera en se laissant déterminer par la présence obscure et exigeante de ce *tous les autres*, en se laissant définir par l'Opinion, il tentera de "voter du bon bord". Et selon quel autre critère décider de son vote, puisque la réalité sociale est abolie pour fins électorales.

On a bien raison de parler de "l'arène politique". En effet la lutte électorale est vraiment un spectacle; les deux partis qui sont aux prises n'incarnent en rien les problèmes et les intérêts réels du peuple; mais ils ont justement pour fonction de transformer le peuple en public. Et, comme une corrida ou un combat de boxe, le spectacle électoral

est pour chacun une occasion de se défouler, en projetant sur les deux adversaires, et arbitrairement, un bien et un mal manichéens, absolus et irréels. Et tous les moyens sont pris pour que cette transférance s'opère bien et que le patient (nous tous) oublie ses problèmes réels. Que l'on pense par exemple à nos "assemblées contradictoires" où règne l'atmosphère déréalisante de la fête foraine. Cette machine à mystifier fonctionne d'autant mieux qu'elle contrôle les média d'information. Et il devient de plus en plus clair chez nous que les mass média, contrôlées par le gouvernement ou le capital, font une sélection minutieuse des informations: la censure politique n'est que l'un des aspects de l'usage illimité que le système fait des techniques de massification. Il s'agit de donner à chacun l'impression que ON votera pour un tel, pour que chacun, réduit à l'anonymat du ON, vote effectivement pour un tel. Et il le fera d'autant plus que l'organisation du scrutin lui-même soulignera toute cette irréalité. La vie quotidienne s'arrête: le patron vous donne quelques heures de congé, les débits de boisson sont fermés, les partis mettent des voitures à votre disposition pour vous amener voter, vous êtes King for a Day — et vous allez exercer votre souveraineté-pour-rire. Cette journée est une fête, on y célèbre un rituel à la gloire de l'homme générique abstrait qui vous envahit; on vous exhorte à oublier votre vie pour penser au bien commun, qui n'est celui de personne.

Et justement, le résultat du scrutin n'est l'acte de personne. On n'aurait pas idée, au soir des élections, de dire: "Nous avons élu un tel". On dit au contraire: "Un tel *a été élu*". Le parlement est formé par la totalisation des solitudes aliénées dans l'acte du vote. Sa composition est fonction de la somme inerte, numérique, des votes comme multiplicité brute. Il s'est constitué à partir de la transformation de la communauté en série, il représente l'ensemble des individus en tant qu'ils ne forment pas un tout et ne peuvent qu'être additionnés de l'extérieur, il représente le peuple en tant qu'il est divisé, aliéné, qu'il n'a pas pris conscience de sa solidarité, et c'est l'atomisation du peuple, la destruction de tout *nous* possible qui fonde et rend possible l'existence de cette chambre qui est censée incarner la souveraineté populaire.

Il va de soi alors que le parlement soit lui aussi un spectacle; le déguisement bariolé du lieutenant-gouverneur et la cocasserie de la procédure parlementaire sont des fétiches destinés à incarner une souveraineté qui fait défaut à cette chambre; de même, les honorables députés doivent y être réduits à leur fonction abstraite pour que l'on croie à leur honorabilité, et ils doivent sortir si on les nomme car leur réalité d'arrivistes et d'imbéciles se révèle alors. Le point culminant du système, lui aussi, est encore

pour la frime: la souveraineté, au Québec et au Canada, s'incarne officiellement dans la Crown; la Queen du Canada existe juridiquement, et est juridiquement une personne différente de la Queen d'Angleterre, elle est "*le symbole... de l'unité de toutes les classes et de tous les éléments de la population*" (2).

Dans cette projection ultime, le système révèle sa nature fondamentalement mythique: la réalité quotidienne y est niée au profit d'une idée absolue et irréelle; la démocratie canadienne se résoud en l'admirable fiction d'un souverain qui n'existe pas et dont le rôle est d'incarner une unité qui n'existe pas non plus.

les structures réelles de la démocratie

L'Etat bourgeois, finalement, repose sur un mythe, et ce qui caractérise ce mythe, c'est justement son abstraction, c'est-à-dire le fait même du dédoublement selon lequel l'Etat ne coïncide pas avec la société, ni l'homme quotidien avec l'individu-citoyen. La société bourgeoise est schizophrène: elle projette dans l'imaginaire une fiction juridique selon laquelle elle serait elle-même semblable aux *sociétés anonymes* qui la composent, et tente de croire et de faire croire que c'est là sa vérité. Ce juridisme est mystification, il est pour le peuple un opium au moins aussi dangereux que l'autre — et on en fait déjà une critique valable rien qu'en en démontant les structures formelles.

Mais il y a plus. Le système réel, en fonction même du dédoublement qui le fonde, ne peut pas correspondre à son propre concept juridique. Par le fait même de son irréalisme, le système bourgeois se condamne à être investi, transfiguré, rendu irréel par la réalité capitaliste qu'il implique et qu'il justifie. Le libéralisme démocratique et la free enterprise capitaliste ne sont que deux aspects du même système, s'impliquant et se soutenant l'un l'autre. La société bourgeoise instaure un régime où les intérêts de chacun ne peuvent pas, par définition, concourir avec ceux de tous; de la rivalité des libertés et de la libre concurrence des profits sortiront nécessairement des luttes, donc des alliances objectives, des groupes d'intérêts; la médiation des rapports humains par la monnaie et l'économie du profit feront que ces groupes entraîneront une division des rôles entre capital et salariat: le système prend son sens véritable, malgré toutes les égalités juridiques, dans l'existence des classes, et surtout d'une classe de capitalistes qui, possédant les moyens de production, possèdent aussi le pouvoir. Il n'entre dans mon sujet d'étudier ni l'origine historique, ni le processus du développement, ni les structures actuelles du capitalisme

canadian. *Parti Pris* devra bien, tôt ou tard, revenir sur ce sujet. Contentons-nous, pour l'instant, de rappeler que pour à peine 3000 canadiens dont le revenu annuel est de plus de $50,000 ou plus, la moyenne des salaires s'établit à moins de $3000 (26); que le revenu personnel moyen au Québec est de 27% inférieur à celui de l'Ontario (27), et enfin que 75% des richesses et des industries du Québec sont contrôlées par le 15% de la population qui parle anglais. Il me semble que ces simples chiffres suffisent à démontrer que nous vivons en un régime qui admet et justifie une exploitation de la majorité par une minorité capitaliste et coloniale. Je ne prétends pas le démontrer ici, je le constate. Or il est bien évident que la classe dominante domine *aussi* politiquement; cette démocracy et cette crown ne sont pas les nôtres, mais celles du capital canadian qui contrôle son système politique. La réalité de l'exploitation transforme et utilise les structures du pouvoir politique: pour comprendre vraiment ce qu'est la démocracy, il nous faut maintenant voir comment.

le système des partis

La structure du parlement tel que nous le connaissons ne correspond pas à la dispersion, à l'atomisation qui est à sa source: il y existe des groupes, des alliances qui, en fonction du système des partis y définissent une majorité; le parlement a donc un fonctionnement organique, qui permet d'en arriver automatiquement, sur chaque question débattue, à des décisions. Mais cette efficacité est déjà mystification, puisqu'elle repose sur la division et la démission du peuple. Et d'autre part elle est illusoire, la discussion en chambre est pour la frime, le vote y est purement symbolique, puisque la majorité est d'avance acquise à un parti. Les vraies décisions se prennent ailleurs, dans les coulisses; le député québécois moyen le sait fort bien, et en bon rhinocéros, joue le rôle qu'on attend de lui: il dort.

Ainsi, c'est finalement le parti qui est l'organe véritable du pouvoir politique. Nos "grands partis" tentent bien de se donner une apparence "démocratique": ils ont leurs associations, fédérations, etc. Mais les organisations en question sont généralement du plus haut loufoque. Les gens qui en font partie peuvent se classer, en gros, en deux groupes, madames naïves et touchantes de bonne volonté, et arrivistes plus ou moins jeunes, ambitieux et profiteurs. N'a-t-on pas vu récemment les jeunes libéraux déclarer: "Votons une motion de félicitations à nos chefs, comme ça on est sûr de ne pas se tromper"? Un tel à-plat-ventrisme est vraiment remarquable, et il faut dire que le déroulement des congrès de ces organisations, avec vote à mains levées, discours des dirigeants du parti, etc., est bien fait pour le provoquer. Quant aux conven-

tions qui choisissent les candidats, traditionnellement *pactées,* il est normal qu'elles élisent de vagues Marcels Prudhommes, ex-organisateurs de comté, dociles et sans idées, nouvelles ou autres. Personne d'ailleurs, ne leur accorde d'importance, et les seuls à se plaindre du choix du candidat sont ceux qui auraient voulu sa place. Tout cela est amusant, mais sans importance. Les décisions, de toute façon, se prennent au niveau du caucus, des grands caïds du parti, qui contrôlent la caisse électorale, et par conséquent s'assurent la docilité des membres. C'est dire que ces partis sont centralisés par le fric. Et le fric. lui, vient de ceux qui en ont: les grands partis dépendent, financièrement, des grandes compagnies, des grands lobbys. Et ceux qui remplissent les caisses des partis s'arrangent pour en remplir aussi les cadres, pour y placer leurs hommes; c'est là une des fins, entre autres, des sociétés secrètes, loges maçonniques ou O.J.C. On serait surpris d'apprendre combien de députés, d'un parti comme de l'autre, en sont membres.

Cette maîtrise des partis par les puissances financières n'est pas totale, bien sûr; d'abord à cause des rivalités entre groupes d'intérêts concurrents; d'autre part parce que le pouvoir politique, selon sa propre dynamique, sécrète aussi ses propres groupes de pression. Les fédérations et congrès de parti par exemple jouent un rôle propre dans l'échiquier du pouvoir. Ainsi a-t-on vu récemment Diefenbaker se maintenir au pouvoir, malgré le lobby de Toronto, en utilisant les structures du parti. Il serait important, dans une perspective de démystification de la démocracy canadienne, de montrer quels sont les liens de chaque parti avec tel ou tel lobby ou pressure group, et *Parti Pris* devrait bien, un jour ou l'autre, y consacrer une étude. Mais quoi qu'il en soit des divergences partielles d'intérêt qui divisent entre eux les exploiteurs, il suffit à mon présent propos de savoir que les partis actuels sont des machines alimentées par la classe dominante.

Cette origine et cette fidélité commune des partis se réflète dans leur "pensée" politique. Tous deux sont essentiellement opportunistes; à chaque élection, ils prennent des positions variables et plus ou moins floues sur les "grands problèmes" que mousse leur publicité. Mais il ne saurait être question d'idéologie politique véritable, ne serait-ce qu'à cause de l'hétérogénéité des cadres du parti et des électeurs qu'il s'agit d'atteindre. On peut d'ailleurs voir coexister à l'intérieur d'un même parti des opinions totalement différentes: ainsi, la F.L.Q. compte des fédéralistes et des autonomistes, et M. Balcer déclarait que le parti progressiste conservateur (quel nom!) était vraiment national, parce qu'il contenait des gens de toutes les tendances, et même "de gauche" (28). Les idées ne comptent pas, ces partis sont avant tout des machines à prendre le pouvoir, des machines électorales; tôt ou tard, les divergences s'estompent, l'u-

nité se fait en fonction du pouvoir, et on se préoccupe de "présenter un front commun à l'électorat".

Car les partis ne sont au fond que des "agents de relations extérieures" qui prennent tous les moyens pour vendre leurs "équipes du tonnerre". Leur arme publique est la propagande, qui utilise à fond les techniques de l'extéro-conditionnement; affiches, slogans, assemblées tapageuses ne visent jamais qu'à entraîner une adhésion irréfléchie et à désamorcer les vrais problèmes. Les mass-média, contrôlés par la classe dominante, se font les véhicules de cette propagande dé-structurante. La meilleure technique consiste — le parti libéral l'a compris — à découvrir une aspiration profonde du peuple, genre *c'est le temps que ça change*, ou *maîtres chez nous*, et à en faire un slogan, à l'incarner dans un style extérieur, de façon à la détourner dans la voie de garage du parti, à canaliser pour fins électorales l'énergie que donne au peuple un besoin profond. Leur arme privée, c'est le patronage, dont la technique a été tellement soulignée ces derniers temps que je n'ai pas besoin d'insister. Il s'agit de pénétrer dans tous les milieux, de s'attacher groupes et individus par des faveurs personnelles, ou ce qu'on présente comme tel. Ainsi les travaux de voirie, la construction d'écoles, etc. sont présentés comme des cadeaux du député au village qui a voté du bon bord. Cela implique l'omniprésence du député, qui est de toutes les fêtes, cérémonies, et événements, et qui pénètre aussi dans la vie de chacun, distribuant faveurs de toute sorte, menaces, etc. Le but en est toujours de dissoudre, comme par corrosion, les structures réelles, de faire oublier les intérêts de groupe, et d'y substituer l'esprit de parti. Par l'un et l'autre moyen, les partis servent de médiation entre les classes dominantes au pouvoir et le peuple transformé en électorat. La propagande camoufle la réalité du pouvoir, le patronage fait croire à l'individu qu'il y est associé: l'une et l'autre dissimulent la violence qu'on nous fait au nom de la democracy.

le pouvoir législatif

Mais l'efficacité du Pouvoir n'est pas mystification seulement négativement et en tant qu'elle repose sur un abus de confiance, elle l'est aussi positivement, en ce sens qu'il faut bien qu'elle profite à quelqu'un. C'est le second niveau du patronage, contrats donnés à certaines compagnies en échange de commissions, etc. Certaines enquêtes récentes en ont bien démontré le fonctionnement. Mais le plus important n'est même pas illégal. C'est tout simplement que le parti au pouvoir, quel qu'il soit, passera nécessairement des lois favorisant ceux qui soutiennent son pouvoir électoral. Ainsi, nos forêts sont concédées aux grandes compagnies forestières, nos mines aux Américains, les avions de TCA sont fa-

briqués en Ontario, le bill 60 subit l'opération du saint esprit et des évéques, et les pomiculteurs québécois, moins payants que les grandes brasseries, n'ont pas le droit de vendre du cidre. Tout gouvernement bourgeois chez nous soutient nécessairement l'ordre qui l'a établi, celui des capitalistes colonisateurs. — Quant à savoir *qui* nous domine par l'intermédiaire du gouvernement actuellement au pouvoir, je renvoie le lecteur à l'article récent où Chamberland traitait de cette question. (29).

la démocratie à cheval

C'est au niveau judiciaire, dans l'application des lois et l'organisation de la sûreté que le pouvoir se démasque le plus. Bien sûr le régime n'est pas toujours soucieux des formes, et n'a pas hésité à envoyer à Asbestos des fiers-à-bras déguisés en pépées. On pourrait citer plusieurs exemples semblables, mais ce sont là des bavures, et il est plus intéressant d'examiner les structures de la police officielle. La R.C.M.P. est chargée de faire respecter l'ordre et les lois fédérales partout au Canada, de même que les lois provinciales partout sauf dans l'Ontario et le Québec, et elle sert, dans 119 villes, de police municipale. Elle emploie officiellement 7,804 personnes (3) sans compter les informateurs etc. Elle a, à elle seule, un budget annuel de $56,000,000 (4). Ajoutez à cela les $29,000,000. que les provinces dépensent annuellement en frais de police (5) et les $203,000,000. que les municipalités allouent à la protection de la personne et de la propriété (6), et dont le tiers environ va à la police (le reste aux prisons, cours, etc.), et la somme vous fera réfléchir, surtout si vous savez que *"la police a plein pouvoir dans l'application des lois fédérales"* (7). La police protège le "bon citoyen" bien sûr, et s'occupe des questions civiles; mais elle est aussi la police du régime: les grévistes savent bien quoi attendre des pépées, le maire Drapeau n'a pas hésité à employer sa police et ses chevaux pour ouvrir sa Place des Arts, etc. Mais c'est la R.C.M.P. qui en vertu de son rôle de défenseur des lois et de la constitution fédérale, fait office de police politique. Il n'est pour s'en convaincre que de lire un petit livre des plus édifiants que la R.C.M.P. a publié elle-même (8). Le livre en question s'ouvre sur une mise en garde contre *"les influences clandestines et subversives qui s'exercent au Canada"* et sur une invitation à *"briser l'étreinte des idéologies subversives... à détruire le chancre hideux qui ronge en ce moment les viscères de la démocratie..."* (9)

On apprend bientôt qu'il s'agit là d'"idéologies *étrangères*" (10), et il faut peu de pages au lecteur non policier pour comprendre que la R.C.M.P. est atteinte de la phobie du communisme et que, selon le meilleur style Maccarthyiste, elle en voit partout; exemples:

"D'après l'article 98 du code criminel, tout membre d'un organisme tel que le

parti communiste du Canada est coupable d'infraction... (11)

"Le communisme, tel que l'appliquent les dictateurs du Kremlin, s'efforce de... réduire le monde en esclavage... (12)

"Partant de Moscou, des relais encerclent le globe répandant mensonges, calomnies, trahison et complots (13).

"Le motif invoqué officiellement est toujours d'ordre pacifique ou démocratique; mais en réalité ce mouvement tactique hâte l'arrivée de la rébellion ouverte... (14)

(Il faut)... déceler rapidement la main du Parti communiste sous tous les camouflages auxquels il peut avoir recours. (15)

"Les troubles, émeutes, etc. peuvent découler de diverses causes:

c) politique. Il est heureux de constater que les canadiens aient un tempérament assez bien équilibré. C'est pour cette raison qu'on n'a eu à déplorer aucun trouble d'ordre purement politique au cours de ces dernières années (1952). Cette déclaration ne s'applique pas au parti communiste...

f) agitation ouvrière. ... surtout à l'époque des grèves... plusieurs exemples dont celui de la grève d'Asbestos.

g) agitation communiste. C'est là probablement la cause réelle la plus fréquente des troubles, bien que le parti prenne soin de camoufler ses actes autant que possible... Dans la plupart des grèves ouvrières qui se terminent par des bagarres, le parti communiste joue un rôle de premier plan... Le communiste considère la grève comme une arme politique. Elle favorise la haine des classes qui est son but principal, et fait partie de la gigantesque conspiration internationale du communisme contre la démocratie libre... (16).

C'est cette même police qui écrivait récemment dans son journal *"The Mountie"* que *"le Québec a perdu la bataille de sa survivance, qu'il doit faire contre mauvaise fortune bon coeur"* et qu'on ne saurait tolérer *"la réaction extrémiste: le mouvement séparatiste avec ses bombes nocturnes..."* (17)

On devine facilement qu'à cause des déguisements et des camouflages des méchants communistes, la police politique doit s'infiltrer dans tous les mouvements subversifs, et surveiller tous les milieux louches. C'est ainsi qu'on a placé une cinquantaine d'informateurs parmi les étudiants de l'Université de Montréal. C'est ainsi qu'on photographie les manifestants du R.I.N., mouvement subversif s'il en est, qu'on constitue des dossiers sur eux, et qu'on a profité de l'enquête sur le F.L.Q. pour perquisitionner à leur domicile et même les arrêter. C'est ainsi enfin qu'une telle police doit nécessairement en venir à la violence ouverte, chevaux et matraques ont déjà fait leur apparition et la R.C.M.P. conseille: *"les gaz lacrimogènes... sont une arme à la fois très humaine et très efficace. Il faut songer à la possibilité d'y*

recourir..." (18) Ces tactiques cependant la police n'y vient qu'en dernier recours; elle préfère agir par pressions, utiliser les tables d'écoute et la censure secrète du courrier, et recourir aux délateurs. *La loi et l'ordre* répète partout qu'il faut "*la collaboration entre la police et le public*" (19) et que "*quand la sédition menace les institutions établies, il incombe aux citoyens sérieux d'aider par tous les moyens possibles à réprimer cette menace...*" (20) La démocratie, finalement, semble se résoudre dans un appel à la délation généralisée. On insiste d'ailleurs sur le fait que tous les citoyens ont le droit d'arrêter eux-mêmes, sans mandat, les délinquants pris sur le fait (21).

La démocratie idéale, pour la R.C.M.P., serait la société où tous seraient flics. Rien de surprenant à cela puisque "*le policier compte parmi les meilleurs citoyens de l'état*" (22), que "*le policier est donc, à vrai dire, le gardien de la démocratie*" (23), et que "*le trait caractéristique déterminant, exigé du policier, est celui qui lui permet de se ranger parmi ceux qui établissent les normes par excellence du comportement humain*" (24).

Ajoutons cependant, avant d'en finir avec ce sujet réjouissant, que le même volume raconte ailleurs des histoires qui pourraient nous inquiéter devant cette apothéose de la démocratie des flics. En effet, lorsque, à titre d'expérience, on montre à des étudiants en Droit "*une série de photographies parmi lesquelles ils doivent discerner, en se basant sur les seules physionomies, celles qui appartiennent à des criminels, ces étudiants ne réussissent jamais. Invariablement, après s'être laissés influencer par une variété de sourcils hirsutes, de regards sournois, de faces d'abrutis, ils apprennent qu'il s'agit de professeurs, de pasteurs et d'agents de police...*" (25) Les normes par excellence du comportement humain, vraiment?

le sens historique de la democracy

J'ai tenté de dégager les grandes lignes de notre régime de democracy; mais il est essentiel, pour saisir la fonction de ce système, de l'étudier diachroniquement, de montrer d'où il vient historiquement, et comment il s'est développé. Or il me semble que la répartition des forces qui conduisit à son établissement puis présida à son évolution parle d'elle-même. Qu'il soit bien entendu cependant que je ne veux présenter ici qu'un schéma d'interprétation; il faudrait bien plus qu'un article pour faire l'histoire des institutions politiques canadiennes et québécoises.

Lors de la conquête, le Canada repose sur le régime seigneurial, système féodal modifié, fortement hiérarchisé, où la direction des affaires est entre les mains de la noblesse et du clergé. Dès 1763, Georges III autorise le gouverneur anglais à créer une chambre d'assemblée: le King sait que des colons anglais ne viendront s'établir ici que s'ils jouissent des mêmes pouvoirs que chez eux, que s'ils disposent d'une chambre d'assemblée qui leur donne le contrôle du commerce et réalise la conquête dans des institutions britanniques. Cette chambre, les gouverneurs anglais en retarderont la création; ils s'allieront naturellement avec la noblesse canadienne (30) pour conserver un régime autoritaire qui convient aux gentilshommes qu'ils sont. Ils savent bien que ce sont leurs privilèges qui sont en jeu. Les marchands anglais, au contraire, envoient au King pétition sur pétition pour obtenir cette chambre, tout en prenant d'autre part les moyens pour qu'elle ne soit pas dominée par la majorité canadienne: ils demandent qu'elle ne soit composée que de protestants. Le serment du Test empêche d'ailleurs les Canadiens de participer au pouvoir. Ce sont les nobles qui auront d'abord gain de cause, tout en se donnant pour les protecteurs du peuple. C'est ainsi que Carleton peut déplorer l'imposition du serment du Test et du droit anglais, déclarer même que "*aucun conquérant n'a eu recours dans le passé à des procédés aussi sévères*" (31); peu lui chaut que le droit dont il demande le retour soit français, ce qui lui importe, c'est qu'il soit féodal. L'acte de 1774 donne raison à l'élite. Du même coup le gouvernement colonial se gagne la reconnaissance des Canadiens, s'assure de leur loyauté devant les événements qui se préparent au Sud, évite de créer une chambre où le nombre aurait joué en leur faveur, et évite aussi de céder devant ces marchands anglais dont l'esprit se rapproche dangereusement de celui des libéraux américains.

La liberté de culte et le droit français rétablis, ce sont clairement les intérêts de classe qui priment, et les marchands canadiens se rapprocheront bientôt des britanniques dans les pétitions qui continuent à voyager. Et en 1791, le rapport des forces est modifié. Les Américains se sont révoltés contre le pouvoir colonial, et l'Angleterre, cédant aux pressions des marchands dont la force objective augmente sans cesse, se hâte de leur accorder une chambre d'assemblée avant qu'ils ne la créent eux-mêmes. C'est la transformation objective des relations de classes qui s'inscrit dans la réalité. Mais en même temps, la colonie est divisée: le pouvoir colonial applique le vieux principe, *diviser pour régner*, et ne laisse pas se créer un ensemble trop vaste et trop fort; et du même coup, il s'arrange pour que la majorité canadienne ne puisse dominer les colons britanniques du Haut Canada.

Ce nouveau régime était celui des commerçants. Seuls les propriétaires avaient droit de vote, et, les députés n'étant pas rémunérés, seuls les gens "riches et instruits" pouvaient concrètement briguer les suffrages. D'autre part, il faut noter que la responsabilité ministérielle n'allait venir que beaucoup plus tard, et que le régime seigneurial n'était pas près d'être aboli. La période qui suit voit donc se développer une double lutte: celle de la bourgeoisie et des assemblées contre le pouvoir exécutif — et la rivalité entre commerçants britanniques et canadiens, entre le Haut et le Bas Canada. En effet, le régime conférait au Bas Canada, donc aux Canadiens, une assez grande autonomie; ils voulurent en profiter, s'affirmer politiquement et économiquement. Les gouverneurs s'y opposèrent de leur mieux, utilisant entre autres les représentants des forces féodales; Yvon Dionne a montré récemment (32) la fonction assimilatrice du clergé dans cette période. Cependant, la volonté d'indépendance canadienne était si forte qu'elle conduisait à la révolution ratée de 1837, expression de deux révoltes: les bourgeois contre l'exécutif (des britanniques libéraux y participèrent), les Canadiens contre la tutelle britannique. Contre cette volonté d'indépendance, il y avait les Britanniques du Bas Canada, qui refusaient d'être dominés par une majorité de vaincus, qu'ils rêvaient d'assimiler, et les intérêts économiques du Haut Canada qui voulaient voir disparaître ce concurrent dangereux et géographiquement embêtant qu'était le Bas Canada. Or la population britannique des deux Canada, augmentée par l'apport des loyalistes, était maintenant majoritaire. Les intérêts britannique et capitaliste coïncidaient, le Canada et les Canadians pouvaient naître; la solution: l'union.

C'est cette solution que préconisa Lord Durham; il était persuadé qu'elle entraînerait l'assimilation des Canadiens, et rêvait déjà d'une Confédération qui incarnerait ce vieux rêve impérial: l'Amérique du Nord Britannique. Ce nouveau régime, le Pouvoir va l'imposer par la démocracy. Aux élections de 1841, le gouverneur, Lord Sydenham, s'assure d'une majorité "unionaire": il change les limites des comtés pour favoriser les régions anglo-saxonnes, place l'unique poll des comtés ruraux dans des centres anglais (p. ex. à New Glasgow dans le comté Terrebonne), et détache des groupes de fiers-à-bras pour s'emparer des polls (33). La democracy joue son rôle, et donne à la classe capitaliste anglo-saxonne un système qui l'installe au pouvoir. Alors, et alors seulement, la responsabilité ministérielle est accordée (1848); et bientôt le régime colonial, qui encadrait les Canadiens, est aboli (1854). Et enfin, la Con-fédération de 67 complète le pays par l'adjonction de nouveaux groupes anglo-saxons; c'est un nouveau pays qui se crée, et ses habitants prennent le nom de Canadians; quant aux anciens Canadiens, définitivement réduits à l'état de minorité, ils

sont refoulés dans leur réserve et deviennent des Québecois. Le gouvernement central du Canada a tous les pouvoirs économiques et financiers; mais on laisse aux Québecois quelques bilboquets culturels pour les amuser. A partir de là, la tendance centralisatrice d'Ottawa est inévitable, le capitalisme industriel y installe son pouvoir, et s'étend, d'une mare à l'autre, créant son empire, selon la logique de la finance et de la traque. Hors du Québec, les Riel sont bientôt pendus ou assimilés; et la petite bourgeoisie québecoise n'a plus qu'à tenter de profiter de cette vague, jouant dans les partis fédéraux les rôles secondaires de valets et de clowns.

une démocratie féodale

Le gouvernement provincial qui s'installe à Québec, n'ayant plus qu'un rôle secondaire, représentera des puissances secondaires, les subsistances du féodalisme (la rente seigneuriale ne sera abolie qu'en 1935), et sera dominé par les "corps intermédiaires" de droit divin. Il n'est plus qu'un simulacre, pouvoir politique désincarné, qui ne correspond pas au pouvoir économique. Il est normal alors que le patronage et la corruption s'installent à tous les niveaux, et que députés et fonctionnaires profitent de la politique pour s'enrichir; en effet la politique ne peut être pour eux un moyen de soutenir un capitalisme qui leur échappe: elle leur sera un moyen de s'enrichir directement et mesquinement, tout en jouant vis-à-vis de la rue Saint James le rôle de béni-oui-oui. Le pouvoir politique leur est un ersatz de pouvoir économique. Parallèlement, les forces secondaires héritent de l'influence politique; d'où importance du clergé, agriculturisme, messianisme français, qui définissent ce repli culturel qu'a analysé Jean-Marc Piotte (34).

Coupé de tout dynamisme économique, ce pouvoir ne pouvait être que stationnaire, comme les "élites" qu'il représentait. D'un gouvernement à l'autre, de Taschereau à Duplessis, il y avait peu de différence; et chaque régime s'incrustait au pouvoir durant des vingt ans. Cette sur-stabilité entraînait l'omni-présence du parti au pouvoir. Et c'est en partie à partir des structures de partis politiques que, paradoxalement, apparut une ébauche de capitalisme indigène, celui des profiteurs du pouvoir: petits entrepreneurs, fournisseurs, etc. C'est aussi à l'intérieur de ces structures que le clergé consolida son pouvoir économique. En même temps quelques-uns, vivant au crochet de l'industrie des maîtres, comme des parasites, arrivaient à se créer un pouvoir propre. Si bien que graduellement une élite québécoise capitaliste, professionnelle et citadine se dessina, se découvrit des intérêts propres: il lui fallait le pouvoir politique. C'est cette nouvelle élite qui a pris le pouvoir en 60, et il faut bien voir que c'est la démocratie de Duplessis et d'Asbestos qui en a permis l'apparition.

D'autres, à *Parti Pris,* ont montré comment la bourgeoisie nationale utilise le pouvoir politique pour assurer sa force économique; les nationalisations, la recherche de nouvelles ressources fiscales, et d'autre part la lutte prudente (très) contre les élites cléricales, (bill 60, rapport Bouchard) sont les signes de l'émergence d'une classe nouvelle. Cette classe veut se reconnaître dans une "politique de grandeur", et elle se donne des symboles, phallus Ville-Marie, place des Arts, qui ont pour fonction de démontrer sa puissance. Avec cette force nouvelle, la démocratie québecoise prend un sens nouveau: la politique n'est plus un but en elle-même, mais un moyen. C'est d'ailleurs pour cela que cette nouvelle classe dirigeante recommence à prendre le système au sérieux: elle l'assume, puisqu'elle entrevoit la possibilité de s'en servir. C'est ainsi que les intellectuels bourgeois ont maintenant leur place dans les structures du pouvoir (Laurendeau, Filion, Laporte, Lévesque, etc). C'est ainsi que certaines jeunes fractions du clergé se découvrent une vocation de démocrates (abbés Dion et O'Neill, p. ex.). Le pouvoir a changé: Solbec succède à Asbestos, la culture passe des mains de Mgr Lussier à celles de Monsieur Lapalme, M. Silas Edman remplace M. De Sève, et, comme en un jeu de blocs, Marler laisse sa place à Kierans qui laisse la sienne à George Hees. La nouvelle bourgeoisie veut se faire reconnaître comme l'égale de l'autre: ces messieurs veulent être des Canadians et des Yankees à part entière, et des "associés dans une confédération renovée". Et tous, le coeur sur la main, offrent au peuple une nouvelle enculade démocratique.

Il faut dire que cette classe nouvelle contrôle bien le système, et agit avec une étonnante cohérence: économiquement, on tente de nous convaincre que le bien des capitalistes est celui du peuple qui parle la même langue; politiquement, la démocratie bourgeoise déploie de nouvelles armes, la propagande massifiante complète et tend à supplanter le patronage; et culturellement, les représentants des élites au pouvoir tentent de nous vendre leur humanisme abstrait et leur dialogue. A tous les niveaux ces forces tendent à créer un mythe selon lequel le peuple profiterait, comme par procuration, du pouvoir, de la "grandeur" et de la prospérité de la classe dominante. A ces trois niveaux, le pouvoir actuel utilise la même mystification: la "grandeur" économique ne change rien au chômage et à la pauvreté, la democracy du bien commun repose sur la massification, l'atomisation du peuple et de ses exigences, et les appels au dialogue ne font que camoufler l'opposition de la bourgeoisie et de la nation, la réalité québécoise de la lutte des classes.

Le mythe est séduisant; mais le peuple, ignorant, immoral, ne marche pas. La R.C.M.P. se plaint *"qu'on n'apprécie pas suffisamment tout ce qu'implique la démocratie véritable"* (35), et de bons abbés gémissent: *"C'est là malheureusement une caractéristique de plus en plus manifeste du peuple canadien-français. Nous avons glissé bien bas... On nous a rapporté plusieurs cas où non seulement les électeurs n'ont pas résisté à vendre leur vote, mais où il ont offert eux-mêmes spontanément leur suffrage pour de l'argent."* (36) Quant à moi, j'avoue qu'il me semble normal que les chômeurs, les cultivateurs à crédit, les bûcherons exploités, les pêcheurs de Gaspésie ne croient pas trop aux vertus de la democracy: leur vie quotidienne est trop éloquente. Il semble aussi normal que, faute d'entrevoir la possibilité de changer le système, ils tentent eux aussi d'en profiter comme ils peuvent. Ils ont raison de n'attacher à leur vote qu'une valeur marchande, puisqu'on le leur achète; et ils ont raison de dire que de toutes façons, pour eux, un parti ou l'autre c'est du pareil au même, qu'ils s'en sacrent, et que la politique, c'est sale. Les gens, parlant du pouvoir, disent *ils;*—ils vont encore nous taxer, et — ils s'emplissent les poches. Et les gens n'ont pas tort.

Je leur donne d'autant moins tort que cette façon d'objectiver le pouvoir, de dire *ils,* cette sorte de cynisme et de fatalisme politique implique la constitution d'un *nous,* d'une conscience d'être exploités, qui, même si elle est toute négative, si elle ne s'incarne que dans la ruse et la méfiance, n'en constitue pas moins une ébauche de conscience de classe. Et déjà cette ruse se met parfois au service d'une sorte de solidarité dans la déréliction. Il y a quelques temps, par exemple, l'honorable juge Wagner déplorait la fréquence alarmante des parjures devant les cours autant civiles que criminelles: les gens n'ont plus le sens moral de la démocratie. Je ne veux pas faire l'apologie du parjure; mais il reste que ce phénomène a des aspects intéressants. Pour le juge Wagner, la vérité et l'honnêteté ne font qu'un avec la véracité et l'exactitude du témoignage dont il juge. Pour une bonne partie des québécois, à ce qu'il semble, elles n'ont rien à voir avec le rituel de *leurs* cours: un *bon gars* soutient ses pareils exploités contre la justice du Pouvoir, les normes des fonctionnaires de l'assurance-chômage, etc. Et un mouchard ne peut pas être honnête. De la même façon, les cultivateurs de la Mauricie ou de la côte Nord ont presque tous leur petit alambic familial, où ils distillent le caribou. Ailleurs, en Suisse par exemple, le gouvernement fait circuler gratuitement un alambic qui vient chaque année distiller le kirsh des paysans pour consommation domestique. Ici, la R.C.M.P. vient chaque année perquisitionner et tenter de saisir ces alam-

bics. Et les gens entre eux, d'un village à l'autre, s'avertissent de la venue des flics. Il en est d'ailleurs de même de l'excellent cidre québécois, dont la vente est prohibée, et dont tout le monde a bu. Cette complicité générale est révélatrice; et d'autant plus qu'elle peut donner lieu à des actes plus violents — on se souviendra de l'émeute Maurice Richard, ou de celle des Tramways comme de manifestations d'exaspération collective — et même parfois à une conscience collective et agissante, comme l'a été le vote contre les *requins de la finance* et pour Cacouette. Le Québecois, comme le nègre, se fera menteur, fraudeur, émeutier, pour défendre ce sentiment: les colonisés, au regard de la Morale du Maître, sont immoraux. Mais c'est que la morale n'est possible qu'à l'intérieur d'une communauté qui lui donne son sens, et que le Québécois ne rejoint un vouloir vivre collectif que dans la rouerie et le refus qui ont permis à un petit peuple conquis de 60,000 habitants de se développer sous un régime étranger, de survivre à toutes les mystifications, de *fourrer* ses maîtres au point de devenir, sans que personne s'en rende compte, ce qu'il est aujourd'hui. Car il suffira que cette complicité tacite se transforme en prise de conscience collective de la solidarité pour que ce peuple collectivement délinquant devienne un peuple révolutionnaire.

la democracy et la révolution

Vouloir inventer, imaginer de toutes pièces une "société nouvelle", définir d'avance ce que sera le Québec socialiste, ce serait tomber dans l'*utopisme*. Je n'entends donc pas expliquer ce que serait l'Etat idéal par lequel il faudrait remplacer le système que j'ai tenté de critiquer; mais je voudrais simplement, en guise de conclusion, dire les perspectives d'action que dégage cette critique. Parti Pris a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'un Parti révolutionnaire véritable, et il faudrait voir quelles formes d'organisation et d'action un tel Parti devrait adopter par rapport à, et dans le contexte de la démocratie bourgeoise.

Il est bien évident qu'un tel Parti devrait se situer hors des cadres du système. Il n'est donc pas question de tentative électorale; premièrement parce que l'argent et les moyens d'information sont entre les mains de la classe dominante, et que la lutte serait perdue au départ; deuxièmement parce qu'il serait contradictoire de demander au peuple d'utiliser pour se libérer les structures mêmes du système qui l'aliène. Une "révolution" transformée en programme électoral d'une élite n'en serait plus une; et personne ne voterait pour

elle, puisque c'est en tant qu'on est aliéné et mystifié qu'on vote.

Un parti révolutionnaire devra donc s'appuyer au contraire sur la solidarité confuse et tacite qui existe déjà, la souligner, et la faire se dépasser vers une praxis populaire authentique. Concrètement, cela veut dire qu'il faudrait:

1—démystifier la conscience populaire, approfondir son cynisme, son refus à l'égard du système établi; prouver au peuple qu'il a raison de ne pas croire à la democracy. Il faut donc dévoiler la vraie nature du système; montrer les attaches des partis avec les capitalistes; dénoncer concrètement, dans tous les cas, les hommes qui profitent du système. Cette contre-propagande démystifiante, c'est la tâche des intellectuels au sein du Parti révolutionnaire.

2—souligner la solidarité complice qui existe déjà, et hâter sa cristallisation en conscience de classe et de nation révolutionnaire. Il nous faudra donc assumer les exigences et les revendications populaires, et les assumer réellement, pas seulement en mots. Pour cela il est nécessaire que le Parti pénètre dans les milieux populaires, *habitants,* travailleurs, syndiqués, chômeurs, etc., et y fasse sentir sa présence et sa sympathie. Il faudra même, à mesure que la révolution avancera, que le Parti crée lui-même, hors des structures du système, des cadres concrets où puisse s'incarner la solidarité populaire. (Ainsi, p. ex. le F.L.N. avait mis sur pied des conseils de villages, syndicats, écoles même.) Cette tâche est celle des organisateurs politiques.

3—Enfin, prouver au peuple sa force, lui montrer que la société *peut* changer, que l'ordre établi de l'exploitation *peut* être renversé, que la révolution est possible. Il faut donc des formes d'agitation et d'action où le peuple puisse se reconnaître, auxquelles il puisse participer. Manifestations massives et contrôlées, propagande par tracts, slogans, peinture, coups d'état... voilà l'oeuvre d'agitateurs et de révolutionnaires professionnels, dont un tel Parti aura besoin (37).

Quant aux structures nouvelles qu'il s'agira d'établir, j'ai dit qu'il serait utopique de les définir d'avance. Cependant, si la révolution est l'oeuvre de la solidarité populaire (c'est-à-dire si elle est vraiment une révolution, et non un simple changement de régime), elle tendra nécessairement à établir au pouvoir cette solidarité. Cela implique que le peuple ait le pouvoir réel; donc qu'il

possède et gère les moyens de production. Il nous faudra donc, par exemple, des conseils ouvriers qui aient leur mot à dire dans la gestion de l'usine, et ainsi de suite à tous les niveaux. Et il faudra surtout que les structures du pouvoir politique coïncident avec ces groupes réels; que les représentants au congrès du Parti soient choisis dans ces groupes, parmi les travailleurs eux-mêmes; et que le gouvernement ne soit qu'une équipe de fonctionnaires qui aient mandat d'exécuter techniquement un PLAN élaboré démocratiquement par les représentants du peuple.

Mais je déborde les cadres de mon article. Ceci, c'est une autre histoire, dont il est encore impossible de parler sérieusement; l'histoire d'une souveraineté du peuple au pouvoir. Donc ce sera au peuple de décider les modalités de ce pouvoir. Il ne s'agit pas aujourd'hui d'ergoter là-dessus, mais de passer immédiatement au travail et à l'attaque: cette histoire ne pourra commencer qu'avec le renversement des structures aliénantes de la democracy capitaliste.

Pierre MAHEU

---

(1) La Loi et L'ordre... (cf plus bas), p. 40.
(2) Ibid. 17.
(3) Annuaire du Canada 1962, Bureau fédéral de la statistique, 1117.
(4) Ibid. 1131.
(5) Ibid. 1135.
(6) Ibid. 1135.
(7) Ibid. 408.
(8) La loi et l'ordre dans la démocratie canadienne, par la Gendarmerie Royale du Canada, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1952.
(9) Ibid. 1.
(10) Ibid. 10.
(11) Ibid. 131.
(12) Ibid. 136.
(13) Ibid. 139.
(14) Ibid. 143.
(15) Ibid. 148.
(16) Ibid. 172-73.
(17) *La Patrie*, 30 janv. 1964, p. 10.
(18) La Loi et l'ordre... 178.
(19) Ibid. 10, et passim.
(20) Ibid. 137.
(21) Ibid. 256, Cf Code criminel, art. 646-647.
(22) Ibid. 10.
(23) Ibid. 40.
(24) Ibid. 57.
(25) Ibid. 65.
(26) Annuaire du Canada 62, 1123-24.
(27) Statistique, 4e trimestre 63, Bureau de la statistique de Québec, p. 3, tableau 5.
(28) *Le Devoir*, 10 fév. 1964, p. 1.
(29) Paul Chamberland, *Les contradictions de la révolution tranquille, Parti Pris* no 5.
(30) Il est entendu que j'emploie le terme *Canadien* pour parler des colons français, jusqu'à la Con-fédération. Ils deviennent alors des Québécois.
(31) Michel Brunet, *Histoire du Canada par les textes*, tome II, 138.

(32) Yvon Dionne, *Le laïcisme au Canada Français, Parti Pris* no 4.

(33) Jean et Marcel Hamelin, *Les moeurs électorales dans le Québec, de 1791 à nos jours*, pp. 56-57.

(34) Jean-Marc Piotte, *Du Duplessisme au F.L.Q., Parti Pris*, no 1.

(35) La Loi et l'ordre... p. 1.

(36) Cité in *Les moeurs électorales...* 114.

(37) Les bonnes âmes m'objecteront sans doute que ces activités risquent de nous faire sortir de la légalité. On me permettra de faire remarquer, tout de même, que les grands partis ont toujours eu leur patronage et leurs honnêtes travailleurs d'élections, dont les activités étaient plus ou moins légales. Seuls les socialistes ont cru à ces sornettes de légalité et de démocratie; et ils se sont toujours fait baiser.

une lettre de jacques berque

Note: Nous recevons, au moment d'aller sous presse, un mot de Jacques Berque; une rectification et l'annonce d'une publication dont nous nous empressons d'avertir nos lecteurs:

Cher camarade,

Je ne reçois qu'aujourd'hui le no 3 de *Parti-Pris*, où vous reproduisez mon article de l'*Observateur*, ce dont je me réjouis.

Votre présentation contient toutefois une légère inexactitude. Si l'engagement me range habituellement dans les rangs de l'extrême-gauche, je n'appartiens à aucun parti. Peut-être tiendrez-vous à le préciser.

Je viens de publier au Seuil un petit essai sur la décolonisation, *Dépossession du Monde*, où j'ai tenu par deux fois à mentionner le Québec.

Sympathies,

Jacques Berque

la maladie infantile du québec

michel van schendel

Le mot "Québec" est depuis 1837 le nom d'une maladie. On peut l'appeler de bien d'autres noms: champignon, sclérose, eczéma provoqué par une longue allergie à l'humiliation. On peut l'appeler aussi tuberculose. Comme celle-ci naguère, la maladie "Québec" exige un traitement prolongé à base de volonté et de ruse. Et, bien qu'elle ne soit pas mortelle, elle force le patient à un combat incessant contre la coalition du microbe, ennemi de l'extérieur, et de ses propres appétits de destruction, faute de quoi, en effet, la mort est menaçante. Il faut le dire, c'est assez épuisant.

Ce l'est d'autant plus que cette maladie évoque une image de staganation. Depuis la révolte de 1837, il existe au Canada français une conscience nationale qui, parfois, coïncide avec une conscience de progrès. Mais, constamment rebutée par une paralysie de l'action qui fait la trame des systèmes coloniaux et semi-coloniaux, cette conscience a pris l'habitude de se manifester à cent coudées au dessus de l'expression quotidienne des luttes avortées. Champ-clos d'un purisme historique, legs des élites successives socialement condamnées à l'embourgeoisement (cela peut valoir aussi pour **Parti Pris**), elle n'a pas eu prise sur le développement concret des situations québécoises. Avec un déterminisme quasi-biologique, l'histoire a donc été laissée entièrement libre de raffermir le triomphe de forces plus réelles qui eurent beau jeu alors de mettre le Québec entre parenthèses, de l'isoler dans une réserve coloniale.

Ces forces, qu'elles vinssent de Toronto et Ottawa ou de Boston et New York, dressèrent les parenthèses de notre histoire sans réellement le savoir, sans vraiment le "vouloir"—la volonté ne se situe pas au niveau des relations diffuses et contradictoires qui ont caractérisé leur intervention. L'absence de "volonté" leur offrit un luxe moral extraordinaire: elles rejetèrent sur les Canadiens français la responsabilité d'une situation qu'elles avaient elles-mêmes créée. Ainsi s'expliquent les propos repris de bouche en bouche, et du **Globe and Mail** par la RCMP, jusqu'au trésorier du parti libéral québecois, ce grand "ami" des Canadiens français qu'est M. Peter N.

Thompson, président de la Power Corporation: "Le Canadien français est un produit de son propre système, d'un système qu'il a lui-même contrôlé depuis le début et auquel le Québecois de langue anglaise n'a eu rien à voir". (1)

Quant à la conscience nationale, elle resta embarrassée d'elle-même. Comme l'idéologie allemande du début du siècle dernier, mais avec infiniment moins de prestige, elle prit peur du peuple et de l'histoire. Si elle ne se réfugia pas dans un idéalisme philosophique à la construction duquel rien ne la préparait —une intelligentzia autonome lui faisant défaut—,elle se contenta du moralisme.

Le moralisme, c'est l'idéalisme des sous-développés. Il a le même sens profond: un effort essentiellement conservateur pour maquiller, adoucir ou même nier l'événement, en lui proposant une dimension mythologique, en refusant de l'expliquer, en l'isolant dans le corset du fait brut qui le rend inintelligible. Croyance absolue en certaines valeurs morales chargées de régir le cours de l'histoire, le moralisme est l'axe commun des encycliques locales et des opinions angoissées de l'ancienne équipe de **Cité Libre**. Il peut aussi bien servir à découvrir dans la "race" canadienne-française une transcendance quelconque que, à l'autre extrême, à refuser tout nationalisme au nom d'une idée passablement ennuyeuse de la Justice et de la Démocratie. Passant par des phases cycliques d'affirmation et de négation, il ne parvient pas à dépasser la contradiction plus apparente que réelle de deux égales impuissances. Il traduit de fait les embarras de la conscience nationale.

Celle-ci est longtemps demeurée prisonnière de ses hauteurs. Elle réduisit l'histoire du Québec à celle de ses propres modes de penser et de sentir, elle crut être la "conscience" du Canada français—ce qu'elle était, en effet, d'une certaine façon. Elle prit l'habitude d'admettre ou d'exclure les conflits historiques du Québec en fonction de sa propre aptitude, non pas à les comprendre, mais à se comprendre elle-même à travers eux. En guise de compensation à cet égocentrisme qui frappe toujours l'adolescence de l'esprit, et qui atteint particulièrement les déracinés du sous-développement sous quelque latitude qu'ils se trouvent, elle crut atteindre à un véritable sens communautaire (sinon national) en collant sur le visage des Canadiens français sa propre fiche de maladie et en s'abîmant dans la contemplation d'un "nous" boy-scout qui n'était qu'un "je" pluriel.

Elle ne se laissa aller, naguère, à parler de "pluralisme" que pour défendre son droit à soutenir des opinions différenciées. La reconnaissance de ce droit est sans doute très nécessaire. Elle l'est d'autant plus que les régimes précédents l'ont durement niée. Mais l'euphémisme de l'appellation avait quelque chose de

(1) *Le Devoir*, vendredi 7 février 1964.

savamment arbitraire. Ceux qui y recoururent jouèrent au pluralisme en en faisant une nouvelle catégorie de leur esprit foncièrement sectaire. Le réclamant, ils l'isolèrent d'une revendication plus fondamentale concernant les structures nationales, sociales et économiques du Québec. Ils croyaient, certes, en la nécessité d'une refonte de ces structures... qu'ils n'avaient cependant pas éprouvé le besoin d'étudier dans leur perspective historique; de toute façon, cela prenait rang dans un tiroir distinct de leur étrange philosophie. Ils ouvrirent ainsi carrière à un nouveau formalisme aristocratique de la pensée qui laissa irrésolus les besoins réels des Canadiens français.

une conscience dessaisie

Ainsi, à différentes époques et jusqu'à aujourd'hui, ce qui servit de conscience nationale se condamna au dualisme. Au dualisme du cycle. Celui que traduisent les oscillations périodiques entre deux tendances qui, sur le plan intellectuel, recoupent en gros l'aller-retour traditionnel de l'Union nationale et du Parti libéral. Ce dualisme est neutralisant. En fait, il condamne la pensée à l'immobilisme historique. Comme tel, il fait partie du système; il reflète les ambiguïtés d'un fédéralisme semi-colonial qui met au ralenti toute politique québécoise.

La conscience nationale est, au Québec, une conscience dessaisie. Cela comporte de graves conséquences. Car il n'est pas d'action politique de grande envergure sans une relation étroite entre la pensée et l'action, entre les intellectuels et les masses. C'est leur rapport qui seul fonde tout à la fois une doctrine révolutionnaire et une arme de progrès. Quand ce rapport ne se manifeste pas, quand la communication est rompue en même temps dans chacune des trois zones élémentaires de l'action politique—au niveau social, entre intellectuels et manuels,—au niveau historique, entre la tâche à entreprendre et le travail des générations qui, arbitrairement soustraites les unes après les autres à la conscience de traditions positives, ont eu le sentiment, hier comme aujourd'hui, qu'il fallait tout reprendre non pas à neuf mais à zéro,—au niveau des populations enfin, entre les diverses régions de la province—,quand le bras gauche ignore ce que fait le bras droit, alors il se produit ce qui s'est passé au Québec. Sur son tréteau, la conscience immobile joue à la Pythie. Le public du parterre ne la comprend pas. La pièce est manquée. Le public sort dans un brouhaha de mécontentement. Car

alors il se démène, il se sent enfin en veine d'agitation. Il a droit à sa sortie hors de l'histoire. C'est le seul droit qu'on lui laisse et il en profite avec une fébrilité qui témoigne de son goût de vivre. Dehors, il se retrouve seul, tout comme la Pythie. Il ne reste à l'un que des hardes, à l'autre qu'une défroque. L'ordre règne à Québec.

Cette pièce-là s'est jouée depuis 1837 avec une constance déconcertante. Les décors changeaient d'une fois à l'autre, mais c'était bien la même pièce. Qu'on s'acharnât à la jouer, cependant, dit assez que les forces étaient présentes et l'espoir robuste: que ne peut-on faire de tant d'impatience accumulée, si l'on parvient à l'expliquer, à la rassembler et à l'armer. En même temps, les reprises étaient un signe de stagnation. Les marécages avaient toujours le dernier mot. Oui, le Québec était une maladie. C'était la maladie des marais. C'était une malaria. L'eczémateux, le sclérosé, le tuberculeux était aussi un paludéen.

L'est-il encore?

Cela revient à demander si les causes profondes de la maladie sont disparues. Elles ne le sont pas. Quelles sont ces causes? Et est-on en voie de prodiguer les remèdes convenables? Au fait, quels sont ces remèdes?

un outil doctrinal

Il est plus important que jamais de caractériser la société canadienne-française, de donner une représentation à la fois concrète et abstraite de la situation qu'elle occupe par rapport à son histoire et par rapport aux forces extérieures de conservation et de progrès qui déterminent largement son évolution. C'est aujourd'hui le premier devoir de tout progressiste québecois. Non pour se perdre dans la contemplation morose de ses lacunes et évacuer une fois de plus le champ de l'histoire. Mais pour produire un outil doctrinal que les masses populaires du Québec pourront s'approprier dans leur lutte.

Un tel effort doctrinal—celui-là même qu'a entrepris **Parti-Pris**—suppose l'abandon de tout dualisme de la pensée. Il ne doit s'agir ni d'un nouveau provincialisme, ni d'un nouvel universalisme sans racines. Ni d'une enquête en vase clos du type de celles qui, par le passé, ont conduit trop souvent à prendre la défense ou à faire le procès d'une société dont l'archétype commode était la paroisse. Ni d'un recours prétendument avant-gardiste à la fine fleur des expériences révolutionnaires de l'étranger qui, survenues à des niveaux différents d'évolution ou de conscience et d'autre part présentées de fa-

çon provocante dans un cocktail local, ne pouvaient que rencontrer la méfiance et renforcer les positions les plus conservatrices. Dans un cas, la méthode suivie aboutissait à faire fi des pressions extérieures, américaines par exemple, dans l'étude des conflits intérieurs. Il en résultait quelque chose d'irréel qui faussait les problèmes d'ordre interne tout en donnant parfois de l'allant au moralisme de certains réformateurs, lesquels prenaient les aspects seconds (ignorance, patronage, corruption) pour les causes premières. Il fallait bien, il est vrai, finir par se coller le nez sur les activités locales de l'impérialisme. Mais, comme on ne les avait pas expliquées, force était de les considérer comme une série de faits accomplis qu'il fallait prendre avec le dos de la cuiller... Dans le deuxième cas, de prétendus révolutionnaires, exaspérés par les subtilités jésuitiques de nos réformistes, formaient et reformaient leurs petits cénacles politiques sur la tête de l'URSS, de Cuba ou de l'Algérie, au gré des circonstances. Ces pays-là avaient bonne tête et surtout bon dos.

L'effort à faire aujourd'hui est un effort d'unification de la pensée, au profit d'un véritable réalisme révolutionnaire capable ensuite de dépasser, dans l'expérience des masses, l'ambiguïté du régime si bien décrite par Paul Chamberland dans le dernier numéro de cette revue. Ce qu'il s'agit de faire, j'imagine, c'est sur le plan politique ce que quelques sociologues québecois font depuis plusieurs années sur le plan de la recherche.

C'est un chemin semé d'embûches.

Sur le plan politique, dès que l'on s'efforce de caractériser la société canadienne-française, on se heurte à des notions ambiguës. Telles sont les notions de colonialisme et de sous-développement. La maladie "Québec" guette aujourd'hui ces mots-là. Elle tente d'en appauvrir le sens. Ce n'est pas que l'intuition politique ne justifie pas leur emploi. Mais, faute d'une réflexion sur la façon exacte dont le colonialisme et le sous-développement opèrent au Québec, on risque de se laisser aller à des généralisations sommaires qui nous embarquent une fois de plus dans un universalisme sans racines. Il est vrai qu'il existe une ressemblance fondamentale entre tous les cas de colonialisme. Mais, pour les englober tous, cette ressemblance prend une hauteur abstraite qui est impuissante à elle seule à convaincre de la réalité d'aucun d'eux. Politiquement, l'analyse des différences entre les systèmes coloniaux a de plus de poids que la vision globale, **urbi et orbi,** des mécanismes colonialistes. Il y a un rapport vivant, fécond, entre l'analyse concrète et la pensée abstraite. C'est ce rapport qu'il faut chercher à exprimer. Sans quoi la pensée abstraite, insuffisamment informée, fait du colonialisme un modèle mort, presque l'une de ces catégories mentales qui ont invariablement fait la fortune des théoriciens schizophrènes du conservatisme. Il est à

noter que les représentants des systèmes impérialistes n'ont jamais nié l'existence du colonialisme, mais qu'ils en ont toujours contesté l'application dans les cas particuliers qui les concernaient. Pour tout dire, un conservateur canadien identifie le colonialisme avec l'image violemment déchirée qu'en donnent l'Amérique du Sud et l'Afrique. Dans ces conditions, lui parler d'une oppression coloniale au Québec, sans définir avec précision ce qu'on entend par là, c'est lui tendre la perche. Car il aura beau jeu de convaincre tout le monde que, le Québec n'étant pas l'Angola, le colonialisme en est absent.

une exploitation déguisée

De fait, il est extrêmement difficile d'élaborer une pensée cohérente et d'agir efficacement au Québec. Car l'exploitation qui pèse sur ce pays obéit à des règles tout à fait singulières. Il existe un type d'exploitation capitaliste qui, bien que diversifiée, vaut à des hauteurs différentes pour l'ouvrier d'Allemagne, de France, d'Angleterre, de l'Ontario et même des Etats-Unis. Il existe un type d'exploitation coloniale ou néo-coloniale qui se retrouve à grands traits de misère physiologique, de sous-développement absolu et d'analphabétisme, des Andes à l'Hindus. Il s'agit de types plus ou moins classiques. Les cas d'espèce ont tendance à suivre la règle générale. Et l'histoire de la classe ouvrière ou celle de la libération des peuples coloniaux offrent des modèles que, en prenant sans doute beaucoup de précautions, il est possible d'adapter aux conditions particulières de la lutte. Il existe une tradition. Il existe des références.

De ce fait, la tâche des classes ou des pays dominants est rendue plus ardue, parce qu'ils trouvent en face d'eux des "interlocuteurs valables" conscients de leur force et connaissant le problème souvent mieux qu'eux.

Le cas du Québec est très différent. L'exploitation dont il souffre est terriblement déguisée. Il est juste assez capitaliste pour oublier qu'il est colonisé, et juste assez colonisé pour oublier qu'il est victime du capitalisme.

Politiquement, la confusion fédéraliste lui donne suffisamment de pouvoirs pour lui faire oublier qu'il n'est pas libre, mais moins de pouvoirs, cependant, que les pays asservis d'Amérique latine.

Economiquement, les capitaux étrangers ont fait la part plus belle à la "bourgeoisie nationale" québecoise qu'ils ne l'ont faite et ne continuent de la faire à la bourgeoisie locale des autres pays dépendants. Ils ont ainsi mis en place un "capitalisme autochtone" (bien

avant que n'en parle M. Filion) suffisamment vigoureux pour qu'il se lance de temps à autre dans des campagnes d'autonomisme, mais en réalité à ce point dépendant qu'il ne peut compter sur ses seules forces pour s'empêcher de glisser vers les branches non rentables de la production ou pour résister aux absorptions de compagnies.

Ce capitalisme-là, c'est la cour des miracles, c'est l'Opéra de Quat'sous. C'est effectivement un capitalisme de mendicité, avec tout ce que cela comporte de grotesque mais aussi d'impitoyable. Les requins de la finance au pied bot, les petits capitaines d'industrie, les capitalistes du "patronage", c'est au Canada français qu'on les trouve. Parce qu'ils sont petits et mal faits, et par-dessus le marché incompétents, ils ont plus de raisons de frauder et moins de chances de réussir que les nantis de l'étranger. Ceux-ci s'offrent le luxe de leur laisser "tenter leur chance", tout en occupant solidement, rue St-Jacques, les places fortes du haut desquelles ils se scandalisent d'échecs effectivement scandaleux, genre "United Loan" en 1960. Cela fait partie du système.

Il est vrai qu'aujourd'hui cette bourgeoisie autochtone est forcée, pour trouver des appuis, de faire appel à l'Etat québecois. Mais celui-ci, privé de grands moyens d'action, doit son existence à l'alliance de groupes et de personnes hétérogènes, alliance essentiellement précaire qui agit en sens divers ou qui, plus souvent qu'autrement, se neutralise. De là, un certain attentisme gouvernemental, une hésitation énervante devant les grands projets (caisse de retraite, sidérurgie), beaucoup de demi-mesures. Cela aggrave la confusion permanente d'un système où l'on ne sait trop ni ce qui appartient à quoi, ni quoi à qui. Cela ralentit ou même paralyse l'utilisation des moyens déjà réduits dont le gouvernement dispose. La "bourgeoisie nationale" reste plus ou moins en carafe à l'intérieur de ce régime qui est cependant le reflet fidèle de sa propre situation.

Quand, d'aventure, on crée une Société générale de financement destinée à dédouaner le "capitalisme autochtone", le jeu du système se répète à l'intérieur d'un scénario rituel. On lui permet de "tenter sa chance". On met à sa disposition un capital initial assez restreint, afin que les gaffes du début n'aient pas de conséquences trop dramatiques. Mais il suffit de quelques actes discutables commis par quelques individus inexpérimentés ou incompétents—cela fait partie du scénario— pour compromettre les chances de croissance de la SGF et pour qu'à la bourse, baromètre quotidien de la respiration du système, ses actions baissent de façon significative. On peut craindre que tous les hasards, les étranges "hasards" de l'histoire, ne se soient ligués pour déboulonner les rails de la SGF et pour lui signifier qu'elle est "née pour un petit pain".

Ah! évidemment, il y a l'Hydro-Québec. C'est une réussite incontestable. C'est un facteur important de développement et, déjà, de localisation industrielle. Mais l'opération-nationalisation n'est qu'une émancipation bien relative, et elle n'est pas la "clé du royaume" si cette clé n'ouvre aucune porte. Il suffirait même de bien peu de choses pour que l'Hydro-Québec devienne, contrairement aux ambitions de René Lévesque qui joue sur la corde raide, l'instrument d'une dépendance accrue envers le capital étranger et ses impératifs politiques. Ici, cependant, il faut distinguer. L'installation de compagnies américaines, celle par exemple de la Reynolds Extrusion Sales à la Malbaie, est une bonne chose si l'opération signifie notamment la première défaite d'un cartel tout-puissant (dans le cas présent, celui de l'aluminium), c'est-à-dire d'une coalition d'intérêts, tous américains de près ou de loin, dont le bloc compact et dictatorial était l'un des signes formels de la dépendance québecoise. Dans les circonstances, c'est une victoire significative.

Mais cette victoire n'a qu'une valeur tactique. Elle n'est pas une garantie en elle-même. Elle n'en sera une que si elle est suivie d'autres gestes encore plus significatifs. Et pour qu'elle le soit, il faudra bien que le fameux complexe sidérurgique vienne épauler les efforts de l'Hydro-Québec. Sans cela, la mémorable clé ouvre sur le vide et l'Hydro sera obligée de s'adresser, pour ses fournitures, à des marchés plus abondants et mieux organisés que le Québec, sans profit durable pour celui-ci. La sidérurgie, c'est surtout un moyen d'organiser un marché local. Ce n'est au fond que cela. Mais la sidérurgie n'est pas une panacée. On peut très bien en être dépossédé. De ça, comme de tant d'autres choses jusqu'à présent. Il suffit que le cartel de l'acier ou que les intérêts étrangers dont le concours financier est sollicité imposent leur loi. De quel recours disposerait-on? Cette fois encore, on joue sur la corde raide. Il n'est évidemment pas possible de faire autrement et l'on ne peut assez insister sur le courage de ceux qui, à tout instant, risquent de se casser le cou. Mais il est caractéristique du système que, pour esquisser le moindre pas en avant, il faille aussitôt tendre sur le vide une corde avec laquelle on peut bien se faire pendre.

Se faire pendre, en effet. L'aciérie est un moyen économique d'édifier quelque chose qui ait du sens. Mais, pour que ça ait vraiment du sens, il ne suffit pas d'empêcher des contrôles étrangers incompatibles avec l'organisation autonome du marché. De toute façon, dans les circonstances actuelles, on ne pourrait y réussir pleinement. Il faut encore que, une fois sur mer, le bateau ne prenne pas eau de partout et qu'il soit dirigé par un pilote astucieux. Cela signifie un plan d'ensemble et une équipe de planificateurs compétents. La planification québecoise, c'est encore une autre affaire! En attendant qu'on sache

exactement de quoi il s'agit, car personne ne l'a encore dit, il est loisible d'imaginer avec quelle force légale et quelle puissance matérielle les autorités fédérales et les détenteurs de capitaux pourraient entraver ou détourner le pouvoir de décision d'un gouvernement québecois désireux de planifier. Car, sans argent, sans droit de regard sur les mouvements de capitaux, sans aucune possibilité d'empêcher l'épargne locale de prendre le chemin de Toronto ou des Etats-Unis (sauf par le truchement de la caisse de retraite, mais quelle sera la puissance réelle de cette caisse dont la création semble devoir être retardée?), sans pouvoir d'émission monétaire, livré à ses bailleurs de fonds, empêtré dans des juridictions concurrentes, de quels rouages essentiels à une planification le gouvernement québecois dispose-t-il? Pendant ce temps, l'Etat fédéral lance sa caisse de retraite avec la collaboration des provinces riches. Il met en mouvement, de concert avec elles, un programme confus de contrôles économiques et de développements régionaux qui, au nom de la "coopération", offriront gratuitement des voies de garage aux bonnes intentions québecoises.

Ce tableau est sombre. Il n'enseigne pas que la politique économique actuellee du Québec n'est pas nécessaire. Il ne signifie pas davantage qu'il est illusoire d'espérer marquer des points. Mais il fait voir une situation intenable de dépendance. La situation est à ce point intenable et la dépendance tellement profonde que tout progrès, au lieu de relâcher la tension, ne fera inévitablement que l'aggraver. On peut déjà en juger rétrospectivement, par ce qui s'est passé depuis trois ans .Le combat deviendra de plus en plus subtil, de plus en plus insidieux, entrecoupé d'actions brutales. Jusqu'à ce qu'une partie déterminante de la population instruite par l'expérience et par l'éducation s'aperçoive que des tranchées de la politique économique il faut passer à la politique tout court. A la politique avec un grand P.. Le moment sera alors venu de la formation d'un mouvement de masse, cohérent et durable, qui donnera un sens aux espoirs écrasés de tant de générations de Canadiens français.

Ce ne sera certes pas l'intervention d'un quelconque "deus ex machina". Dans ce domaine, il n'y a pas de génération spontanée. Le pire serait d'ailleurs de laisser se précipiter l'évolution sans donner le temps aux cadres et aux éducateurs politiques de se former en nombre suffisant à travers le Québec. La situation échapperait à tout contrôle, pour le grand dommage des masses vouées à leur perte. Dans cette perspective, toutes les actions à entreprendre, à quelque niveau que ce soit, sont des actions utiles de retardement et de consolidation. D'étude.

Aucun affranchissement, aucun mouvement collectif de progrès n'a jamais pu être réalisé sans une étude acharnée, scrupuleuse des conditions historiques qui le rendaient possible ou nécessaire.

Ici, nous sommes loin de compte. L'examen de la maladie "Québec" est d'autant plus impératif que la maladie est multiforme. Nous sommes dans une situation essentiellement fluide. Les éléments se dérobent dès qu'on veut les saisir. C'est là l'une des explications de ce sentiment de dépossession dont souffrent la plupart des Canadiens français et c'est précisément pourquoi leur situation est intenable.

un système à trois visages

Effectivement, ce n'est pas l'une des moindres aberrations du système que d'avoir développé aux yeux des Québécois une image insaisissable de leur identité et de leur histoire. Cette aberration est l'une des caractéristiques psychologiques fondamentales du colonialisme. Elle est, à la base même de la vie sociale en pays aliéné, une source permanente de névrose. La proportion inquiétante de maladies nerveuses chez les Canadiens français, l'expression souvent schizophrénique de leur pensée ou leur difficulté à s'exprimer sont probablement plus que de simples coïncidences.

Cette insaisissabilité de leur histoire est d'autant plus grave qu'elle n'est pas psychologique en premier lieu. Elle est profondément inscrite dans les faits. Le travailleur canadien-français peut bien avoir l'intuition des motifs de sa dépendance. Il peut incriminer un capitalisme bâtard qui le réduit au chômage un mois sur douze en moyenne. Il peut incriminer une espèce de colonialisme qui fait de lui un ouvrier non qualifié ou un homme à tout faire. Il peut incriminer un système fédéralisant dont l'existence entretient une sorte de racisme linguistique en fonctionnant au profit de ceux qui voient dans le "Canadian French" l'équivalent d'une couleur. Mais il lui sera extrêmement difficile d'accéder à une connaissance rationnelle de ces divers facteurs de sa dépendance et surtout de leur relation intime. La structure du système est telle que chacune des accusations sera déboutée par une défense habile à faire valoir le vice de forme ou l'erreur sur la personne.

Le travailleur accusera-t-il le capitalisme? On lui demandera de quoi il se plaint. Son salaire est l'un des plus élevés du monde. Mais comment se fait-il que le salaire québecois moyen est sensiblement inférieur (de 27.5%) à celui de l'Ontario? Il oublie que l'Ontario est industrialisé depuis bien plus longtemps et a sur le Québec une avance de quelque 50 ans . . . Mais expliquez-moi comment une avance aussi considérable a pu être acquise? Est-ce qu'elle ne démontre pas

que tout a fonctionné à sens unique? Mon cher, c'est un phénomène purement économique, ne cherchez pas à mettre Ottawa en cause, il n'y est pour rien; et n'oubliez pas que nous avons profité de l'immense développement industriel de la région américaine des Grands Lacs; et puis, si votre salaire moyen est inférieur, plaignez-vous en à votre bourgeoisie canadienne-française qui continue de payer à ses ouvriers des salaires de famine . . .

Le travailleur québecois est ébranlé. Toutes ces réponses lui semblent raisonnables. Il constate qu'effectivement la bourgeoisie canadienne-française... Mais quelque chose le chipote, il ne sait pas bien quoi. Il est sur le point d'abandonner la partie, quand il se remémore une dure certitude. Le chômage, que faites-vous du chômage? — Je ne l'oublie pas. Mais c'est une situation nord-américaine. D'accord, vous en souffrez davantage dans le Québec. Mais n'en accusez personne d'autre que vous-mêmes. Si vous aviez consenti de plus grands efforts d'instruction, vous n'en seriez pas là.

Sur le coup, le travailleur québecois ne songe pas à rétorquer que la "situation nord-américaine" du chômage n'est pas une excuse et qu'au contraire elle est plutôt une circonstance aggravante. Quant au "manque d'instruction, cause de chômage et d'insécurité", cet argument le frappe tellement, il en a tant éprouvé la gênante vérité dans sa petite vie individuelle, qu'il oublie que, tout à l'heure, son interlocuteur lui a fourni une autre explication, peut-être plus déterminante, de son infériorité: celle-ci est un phénomène purement économique. Est-ce que ça ne pourrait être également une raison historique de son manque d'instruction, de ses écoles mal foutues? Est-ce que ça ne pourrait pas expliquer que, par le jeu d'un régime traditionellement conçu en fonction de l'industrialisation des autres et de la langue des autres, il n'y a jamais eu d'argent pour un système démocratique d'éducation? Ou que, quand il y en avait, un provincialisme étroit suscitait toujours des complicités providentielles et des lignées de Duplessis pour en faire un usage dérisoire ou pour imposer les limites au delà desquelles il était interdit de s'aventurer? Ou encore que, quand les besoins devenaient trop criants et que des volontés mitigées commençaient à se manifester jusqu'au sein du gouvernement, il se trouvait invariablement de puissantes institutions financières en position de monopole pour s'alarmer du "crédit de la province" et, au besoin, ameuter le marché?

Si notre travailleur québecois s'avise de poser ces questions, on l'interrompt, il n'y est pas du tout. On lui fait observer qu'en vertu de la constitution la responsabilité de l'éducation incombe aux provinces et donc au Québec... Il faudrait tout de même savoir ce que vous voulez . . . vous avez toujours tenu aux droits sur l'éducation comme à la prunelle de vos yeux . . . alors, ne nous

accusez pas de votre propre incapacité à en assumer l'exercice... ou, si vous voulez vous-mêmes redresser la situation, arrangez-vous pour trouver les fonds... le marché, ça existe... ah! évidemment, s'il se montre dur d'oreille, nous n'y sommes pour rien, c'est le marché... Ottawa, dites-vous? De nouvelles concessions fiscales? Soyons sérieux, le gouvernement fédéral a de vastes besoins, où voulez-vous qu'il puise s'il vous donne la moitié de son eau?

la logique du cloisonnement

Avant même que d'avoir pu toucher le fond de ces problèmes touffus, notre travailleur québecois est inexorablement débouté. D'une porte on le renvoie à la suivante, mais toutes se ferment les unes après les autres. Les multiples cloisons du système le coincent dans une immense salle des pas perdus où il dispose de suffisamment d'espace pour se croire autonome.

Cette logique est inattaquable. Il est impossible de contester chacune des vérités particulières qu'elle exalte. Mais elle est absurde. Car elle repose sur le principe du cloisonnement. Nous sommes innocents du péché dont vous nous accusez, allez voir chez le voisin. Par un système habile de domaines réservés et d'exceptions, un fédéralisme boiteux, un capitalisme bâtard et une moitié de colonialisme, se passent le mot pour, à la fin, accabler en choeur celui qui a le malheur de poser des questions. C'est précisément là que rien ne va plus. Car, en procédant ainsi, le système se charge de définir lui-même la solidarité primordiale de ses trois éléments et de démonter la logique du cloisonnement à laquelle il a recours.

Seulement, il s'agit de s'en apercevoir. Or, notre travailleur ne dispose pas d'informations suffisantes sur les données de la vie québecoise. S'il en avait, il se rendrait compte que les réponses qu'on lui a données sont en grande partie truquées. Non qu'elles soient inexactes. Mais elles voilent certaines réalités qui modifient considérablement leur portée ou qui leur donnent même une signification opposée.

Ces réalités-là, le travailleur québecois, l'intellectuel québecois ne les voient généralement pas, bien qu'elles soient déterminantes. Car ils sont eux-mêmes victimes de la technique du cloisonnement. Ils ne le sont pas seulement en tant qu'habitants du Québec, en tant qu'habitants d'une île irréelle et fautive. Ils le sont aussi entre eux-mêmes et en eux-mêmes, dans toutes les activités essentielles au développement d'une nation.

Sous la haute surveillance de leur clergé, on a censuré leurs traditions les plus inquiétantes, c'est-à-dire les plus fécondes, pour les changer en un folklore bonasse qui lève le coeur. De génération en génération, ce fut un réflexe de santé que de s'en détourner. Mais alors, que restait-il, que reste-t-il? Rien, de plus en plus rien. Sauf un avenir précaire qui, chaque fois, est à réinventer jusqu'à ce que le syndicat du silence, "crime syndicate" local, le supprime une fois de plus.

On les a distraits de leur mémoire. On les a aussi soustraits à leur ressemblance.

Le fonctionnement subtil du système a en effet permis que les communications psychologiques soient progressivement réduites d'une région à l'autre du Québec. Il semble que ces communications avaient plus de constance il y a cent ans, en un temps où, cependant, les communications matérielles étaient peu développées. Ceci en raison exactement inverse de cela. Quand presque tout un peuple se définit par un mode de vie agraire relativement simple, qui n'a pas encore subi l'effet de désorganisation que les techniques industrielles exerceront sur lui, il n'est nul besoin pour un Beauceron d'aller en Gaspésie ou en Mauricie. Il sait, ou il peut s'imaginer sans beaucoup se tromper, qu'on y vit de la même façon que lui, qu'on y a les mêmes problèmes, les mêmes raisons d'être, les mêmes croyances. Un réseau psychologique fondé sur une commune expérience relie les unes aux autres les diverses régions et relègue au second plan les différences, les lois particulières.

Mais quand, à partir du pied-à-terre montréalais, les capitaux anglais, ontariens et américains se lancent à la recherche du bois et du minerai, creusent des routes et posent des rails pour y arriver, ouvrent à leur profit les greniers de la main-d'oeuvre rurale, la brèche est ouverte. Les différences s'accentuent. Le sentiment d'appartenance s'estompe. La désorganisation s'installe. Dans des villes bâties ou agrandies en hâte pour servir d'ateliers et de dortoirs, le cultivateur d'hier tente maladroitement de modeler son âme avec les nouveaux outils qu'on lui a mis dans la main. Il n'y parvient pas. Il se sert d'une technique importée, qui n'est pas née de son génie et qu'on n'a pas éprouvé le besoin de lui expliquer à fond (...pour le service qu'on attendait de lui!). Il ne l'a pas intégrée. Mais, en même temps, il est séduit par les apparences d'un confort tout neuf, par les objets merveilleux dont la commercialisation de sa vie lui donne le goût sinon, déjà, les moyens. Ce dépossédé va enfin posséder quelque chose, quelque chose qui le rendra comparable à ses colonisateurs. Il en entretient l'illusion. Celle-ci achève de le déposséder. Il ne s'appartient plus. Dans cette aliénation grossière qui fait de lui un être qui n'est pas d'ici, mais qui n'est pas d'ailleurs non plus, il a perdu le sentiment de ce qu'il est réelle-

ment. Certes, il conserve le souvenir de ce qu'il était. Mais ce souvenir est lui-même déguisé par les histoires revues et corrigées qu'on lui raconte sur son passé. Il lui reste un symbole. C'est en quelque sorte un fétiche. Il lui est indispensable. Mais il n'est pas trop certain de sa signification. Le plus souvent qu'il peut, il passe devant en évitant de le regarder en face. Comme une peau de chagrin, le Québec s'est rétréci aux horizons de son étrange misère peuplée des luxueux objets épars auxquels sa conscience, une conscience qu'il s'est achetée à crédit, essaie de donner une signification. Il a perdu le contact. Il a perdu la communication.

Fort heureusement, les nécessités de sa nouvelle vie, faisant de lui l'objet collectif de l'exploitation capitaliste, lui font connaître le travail en atelier. Il y apprend une solidarité toute neuve au contact de camarades traités, tout comme lui, doublement en inférieurs — comme ouvriers et comme Canadiens français. A leurs côtés, il refait l'histoire du syndicalisme. Il puise dans cette lutte les éléments d'une culture moderne. Celle-ci lui permet de réagir. Car la culture nouvelle qu'il se forge dans les grèves vient peu à peu étayer un besoin de réaffirmation nationale que produit, sur les lieux mêmes de l'exploitation, la négation quotidienne de sa nationalité.

Il est grand temps. Peut-être même est-il un peu tard. Quand il trouve en lui suffisamment d'énergie pour reprendre contact avec ses compatriotes, il découvre qu'il ne les connaît plus. Montréal n'est pas la province. Montréal ne ressemble pas au Québec, bien que le tiers des Canadiens français du Québec habite Montréal. On les a mis sur une île, sur une île physique comme pour mieux les proclamer habitants de l'île Québec. L'illusion a été parfaite, elle s'est substituée pour un tiers à la réalité. Mais le réseau psychologique s'est également rompu à travers la province: Sept-Iles n'est pas le Lac St-Jean.

un colonialisme que masquent des truquages

C'est alors que les truquages apparaissent. On a été bernés. On a été faits et refaits. La rage éclate. C'est une rage silencieuse qui s'exprime par des votes. Les solidarités élémentaires, les souvenirs tronqués, les rancoeurs confuses, l'expérience de l'exploitation, l'humiliation nationale se rassemblent dans un mouvement qui transforme ces débris, ces infirmités en une réalité dynamique. Le plus urgent est de renouer la communication à travers la province. C'est pourquoi le Crédit social, porteur de toutes les blessures, balaye le Québec aux élections fédérales de juin 1962. Cette révolte est sans doute très appro-

ximative dans sa forme. Elle est éphémère puisque, un an plus tard, le parti créditiste québecois volera en morceaux. Mais, en tant qu'il est fait de toute la colère populaire, le Crédit social, loin d'être réactionnaire, est au contraire la première expression intuitive globale de données révolutionnaires au niveau des masses québecoises. Ceux qui lui font confiance traduisent spontanément le lien entre un vieux mécontentement anti-capitaliste, une expérience des luttes syndicales, une humiliation de colonisés et un ressentiment à l'endroit du régime fédéral (les députés fédéraux du Crédit social n'étant en effet que des messagers chargés de dire à Ottawa ce ressentiment). Il n'est pas jusqu'à l'idéologie formellement réactionnaire du créditisme qui ne traduise à sa façon des origines essentiellement populaires: c'est une idéologie de pauvres, d'ignorants, d'exploités culturels, elle n'a même pas une élémentaire cohésion logique. Comment le président de la Confédération des syndicats nationaux a-t-il pu, à l'époque, voir dans une semblable idéologie une menace immédiate et durable? Sans doute parce que, à l'instar des bourgeois libéraux, il se trompait sur les causes et les traits fondamentaux du mouvement et prenait la forme pour le fond. Ce qui est grave, c'est cette méprise.

Dans une perspective historique, le créditisme a rendu un grand service. La commotion qu'il a provoquée, la colère qu'il a incarnée ont libéré des énergies. Elles ont également dévoilé les facteurs les mieux cachés de la dépendance et du sous-développement québecois.

Résumons-les rapidement.

Montréal est un phénomène essentiellement colonial, un îlot de sécurité relative à l'intérieur duquel les infériorités économiques réelles sont estompées. On peut y gagner assez bien sa vie, somme toute à peu près aussi bien qu'à Toronto ou Vancouver. La classe ouvrière y est évidemment exploitée, mais elle ne l'est ni plus ni moins que par le jeu du système capitaliste. Toutes proportions gardées, Montréal fait penser aux luxueuses grandes villes d'Amérique du Sud, d'Afrique du Nord, ou d'Afrique noire – Rio-de-Janeiro, Tanger, Casablanca, Dakar, paradis artificiels de la colonisation dont l'opulente distinction réussit à cacher la misère environnante, les lisières immédiates de la ville. L'îlot masque le sous-développement de l'arrière-pays. Il existe évidemment une différence essentielle entre Montréal et ces élégantes monstruosités. D'une part, en effet, Montréal fait montre d'un luxe plus prudent, assez discret au fond. D'autre part, elle offre à une population indigène, relativement plus importante par rapport à l'ensemble du pays, un niveau de vie décent. Elle est la capitale d'un colonialisme mitigé dont les méthodes d'intervention sont remarquablement subtiles.

Sortez en effet de Montréal. Allez de 50 à 100 milles au nord. Allez également en Abitibi, en Mauricie, au Lac St-Jean,

dans le Bas-du-Fleuve, en Gaspésie. Vous y trouvez d'immenses étendues socialement désorganisées, économiquement délabrées. Le revenu moyen y est souvent de plus de la moitié inférieur à celui de Montréal. Le taux de chômage est fréquemment de 20 à 30% de la main-d'oeuvre. Phénomène caractéristique d'une désorganisation de type colonial, dans de nombreuses régions les structures sociales traditionnelles se sont gangrenées, les paroisses ont pourri sur pied, le mariage lui-même, ce symbole élémentaire de l'organisation cellulaire de toute société, n'a plus de sens: des familles entières, dans de fortes proportions, s'en passent... Les écoles disparaissent... Il faut très sérieusement se demander si le clergé, régent jaloux de la vie individuelle et collective et maître d'école exclusif, n'est pas devenu de fait l'un des grands désorganisateurs du Québec, l'un des principaux agents de la désagrégation coloniale, — comme cela se passe du reste dans tous les pays coloniaux.

Ces régions-là sont lépreuses. On y trouve de grandes taches de pourrissement où l'on vit de moins en moins, où l'on meurt de plus en plus. Car ces zones de pourrissement n'ont plus de survie économique et ne parviennent pas à pallier l'affaissement des marchés par des solutions artisanales telles que, dans les Laurentides, la vente de fruits et légumes au bord des routes touristiques. Les jeunes, incapables de fixer leurs espérances dans des coins pareils, se sauvent. Ils vont se réfugier dans des centres industriels régionaux qui ne sont pas préparés à les accueillir. Ils y deviennent chômeurs ou journaliers, ou...

Ce n'est que depuis peu que l'on s'est penché sur l'examen de ces faits que le système avait réussi à isoler de la conscience des Canadiens français grâce à la présence de couches protectrices formant écran. Ces couches protectrices, le Québec les fournissait lui-même sans qu'il fût besoin d'intervenir directement de l'extérieur. Les partis politiques et les journaux offraient à cet égard une aide précieuse.

une technique insidieuse de paupérisation

Mais le système ne s'est pas contenté de calfeutrer le sous-dévelopement régional. Celui-ci ne serait qu'un demi-mal s'il n'existait vraiment aucun espoir de rescaper des régions arides et s'il était possible d'organiser l'évacuation, le relogement et le remploi de leurs populations, — ce qui n'est pas le cas. La paupérisation s'est faite de façon plus insidieuse encore. On s'est attaqué à la source même de la combativité des travailleurs syndiqués. On a trouvé le

moyen de diminuer durablement le revenu réel que leurs luttes syndicales avaient permis d'arrondir. Par le truchement des sociétés de prêt, on s'en est pris méthodiquement aux familles, à la gestion du budget familial.

Le travailleur québecois a d'autant plus de besoins de confort qu'il est un être profondément dépossédé et qu'il produit lui-même les articles de ce confort, mais qu'il le fait à l'aide d'une technique empruntée et pour le compte d'intérêts étrangers. Cela vaut aussi, bien entendu, pour le travailleur américain et l'ouvrier ontarien. A ceci près que les moyens d'existence de ceux-ci sont nettement plus élevés. Au surplus, la technique qu'ils utilisent est tout de même un peu leur chose, car ils l'ont eux-mêmes produite. Elle est l'expression de leur génie. Ils sont ainsi moins gravement, moins essentiellement dépossédés que le travailleur québecois. L'extraordinaire est que cette moindre dépossession leur crée relativement de moindres besoins non seulement de confort mais de luxe. A revenu supérieur, ils ont les mêmes besoins, ils achètent les mêmes choses. A revenu égal, ils se satisferaient de moins. On nous a pourtant appris, dès la tendre enfance, que le luxe était un besoin des riches. C'est faux. En fait, c'est surtout un besoin des pauvres. Dans un foyer américain et dans un foyer québecois, on trouve les mêmes appareils électriques, les mêmes appareils de télévision, les mêmes réfrigérateurs, les mêmes lessiveuses et presque les mêmes machines à laver la vaisselle; dans le garage, une voiture de même marque... Il n'y a pas de différences. Il n'y en a qu'une, à vrai dire. Elle est à la fois économique et culturelle: quand l'Américain et le Québecois achètent le même objet, le Québecois le paie plus cher mais le choisit de moindre qualité esthétique, en manifestant sa préférence pour les ornements douteux, le clinquant, la parade, le signe extérieur de richesse... C'est le signe intérieur de la pauvreté culturelle, qui n'est elle-même que l'alphabet de la dépossession. Il est évident qu'en agissant ainsi, le travailleur québecois s'aliène davantage. Car les objets qu'il achète lui rappellent constamment qu'ils portent un autre nom et ont un autre visage que le sien. Ils témoignent douloureusement de la situation qui lui est faite, de sa propre incapacité à les inventer. En eux, par eux, il n'achète que l'illusion de sa capacité. Mais il est psychologiquement contraint de le faire. Son sentiment de dépossession le dépouille en effet de lui-même, le frustre abominablement. Cette frustration doit être compensée. Il y va de son équilibre immédiat. Il achète, donc, et il achète encore. Il achètera jusqu'à ce qu'il soit poussé à bout, jusqu'à ce qu'il n'ait plus rien à perdre, jusqu'à ce qu'il trouve autre chose...

Autre chose qui était, hier, le Crédit social. Demain, ce sera quoi?

Mais aujourd'hui, entre hier et demain, notre travailleur va frapper à la

porte de la société de prêt. Quand je dis le travailleur, c'est plutôt sa femme qui y va. Seule entre ses quatre murs, elle est encore plus sujette que lui à la névrose de la dépossession. Sa vie de ménagère ne lui permet pas de bénéficier des compensations élémentaires que fournit la solidarité du travail en atelier. Et puis, c'est elle qui gère les finances familiales et elle sait mieux que lui que leur revenu ne leur permet pas d'acheter comptant. La "compagnie de finance" lui prête évidemment l'argent mais exige le paiement des intérêts exorbitants que l'on sait. La mensualité à verser étant trop onéreuse, ou quelque autre achat étant à faire, le ménage va se présenter une nouvelle fois, au bout de quelques mois, à la porte de l'usurier moderne pour un nouveau prêt, plus onéreux encore. On connaît la suite. Combien de familles ont-elles dû, au bout du compte, faire déclaration de cessation de paiements, se faire saisir, réclamer la protection de l'assistance sociale? Des enquêtes retentissantes l'ont révélé: dans certains endroits de la région du Lac St-Jean, jusqu'à 50% des familles!

Ainsi, le système a mis au point un autre moyen de créer de la désorganisation. Il y a eu recours dans les régions industrielles, là où la situation était relativement meilleure qu'ailleurs. Et il l'a fait en s'attaquant à la famille, qui offre sur l'atelier ou le syndicat le grand avantage de ne disposer d'aucune arme de lutte. Le système a procédé à une manoeuvre tournante. Le résultat pourrait en être, malgré le nouveau projet de loi sur les prêts à la consommation, de prendre à revers la seule expérience réussie des travailleurs québecois: le syndicalisme, leur seul titre de fierté, le seul domaine où, jusqu'à présent, ils aient reconquis leur dignité.

une stratégie révolutionnaire: la guerilla politique

Au total, la situation est claire.

Le Québec souffre de tous les maux qui affectent, à des degrés divers, les Etats-Unis et la majeure partie du Canada. Mais il en souffre depuis longtemps et plus gravement. Cette différence de quantité devient une différence de qualité. C'est le système lui-même qui est différent. Et c'est globalement qu'il faut attaquer celui-ci, au lieu de contester, à tour de rôle, chacune de ses manifestations. Seuls, en Amérique du Nord, les Noirs ont le droit de s'en prendre à une situation plus injuste, plus coloniale encore.

A cette condition québecoise, si le socialisme doit être un jour la réponse, il apparaît qu'il n'est pas une réponse déjà trouvée et déjà formulée. Car c'est à une situation tout à fait inédite et

très ambiguë qu'il lui faudra se plier, à un casse-tête dont l'histoire des autres pays n'offre ni d'exemple ni de solution.

Mais ce n'est pas dans l'abstrait ni dans dix ans que ces problèmes se posent. C'est aujourd'hui, sur tous les fronts à la fois, en un moment où les forces politiques organisées sont insuffisantes en nombre et en qualité. Cette circonstance, la fluidité de la situation, mais aussi l'appartenance du Québec à un certain type de colonialisme définissent la stratégie à suivre. Je l'appellerais la *guerilla politique*.

Le guerillero est celui qui fond sur son adversaire à l'improviste, qui est devant en même temps que derrière. Il est le combattant d'une guerre d'escarmouches, fondée sur la durée, épuisante pour les nerfs de l'adversaire. Il est celui qui décide lui-même du moment, de l'arme et du lieu. Il est celui qui voit venir. Il est l'homme qui, par définition, conserve l'avantage.

Sur le plan politique, c'est la même chose. La guerilla politique peut être, pour une organisation consciente de ses possibilités restreintes mais aussi de sa force, le moyen de faire son profit de tous les coups qui se donnent, à tous les niveaux, à tous les paliers de la vie désorganisée d'un pays susceptible de trouver dans cette stratégie le noyau d'une nouvelle existence. Dans cette optique, tous les combats politiques, même ceux qui n'ont qu'un objectif provisoire, même ceux qui visent à satisfaire dans l'immédiat les ambitions autonomistes d'une bourgeoisie singulière, les grands projets gouvernementaux d'émancipation relative, mais aussi les luttes plus radicales qui se préparent, toutes les occasions de travailler dans ces grandes régions de la province qui sont de véritables ferments révolutionnaires, offrent des moyens de marquer des points, de consolider les positions. En attendant la naissance du mouvement politique qui fera l'unité des travailleurs et des intellectuels.

L'emploi de cette stratégie suppose une attitude révolutionnaire à l'égard du régime. Ce qui signifie plusieurs choses. Essentiellement, le système est son propre ennemi. Pour apprimer efficacement ses victimes, il recourt à une technique de confusion dont l'utilisation conditionne sa propre existence: il se voue lui-même à la confusion, il aliène ceux-là mêmes au profit de qui il fonctionne. L'attitude révolutionnaire c onsiste alors à retourner contre le régime l'étroite dépendance qu'il entretient à l'égard de lui-même. A se servir de ses propres cheminements pour lutter contre lui. Mais en conservant une totale disponibilité et une totale liberté de mouvement dont, empêtré dans la confusion et la lourdeur de ses appareils d'oppression, il ne peut s'offrir le luxe.

En quelque sorte, il s'agit de prendre l'exact contrepied du système. Cela peut se faire sous les auspices de la dérision. C'est ce que, à l'occasion des récentes élections complémentaires, les promoteurs du "Parti Rhinocéros" ont bien

compris. Mais la dérision n'est pas une arme suffisante. Si utile qu'elle puisse être dans un combat d'ensemble, elle est par elle-même trop littéraire pour agir efficacement au niveau des masses. Celles-ci, à l'occasion, sont fort capables de faire de l'humour, mais pas d'une façon désintéressée, comme si leur sort n'était pas en cause.

Pour lutter contre le système, il faut agir là où le système est en défaut. C'est-à-dire dans ces zones profondément perturbées dont, pour asseoir son empire, il tente de masquer l'existence ou à l'égard desquelles il s'efforce d'escamoter les solutions. Si le siège de l'action désorganisatrice du capitalisme colonial est Montréal, en revanche le point de départ d'une action révolutionnaire doit être la province, expression d'un sous-développement réel. C'est là, dans ces replis de la conscience profonde d'un peuple dépossédé, dans ces territoires arides où se livrent les nouvelles luttes de classes, où la colère est la plus forte, que peut se sceller l'alliance des travailleurs et des intellectuels progressistes du Canada français.

Si le socialisme doit être un jour défini, c'est probablement de cette façon qu'il pourra l'être.

Michel van SCHENDEL

---

notes sur l'information

1. La RCMP chez André Garand

Depuis les récents vols d'armes, la RCMP se dépense en enquêtes et en mémoires. Les agents fédéraux. assistés de leurs collègues provinciaux (et de l'escouade anti-FLQ) visitent les indépendantistes — du moins ceux qu'ils suspectent d'avoir fait le "coup" — afin de leur soutirer des indices qui pourraient mener à l'arrestation des membres du MRQ, de l'ALQ ou de tout autre mouvement clandestin.

André Garand a récemment reçu leur visite. Il faut dire que la veille des prétendus inspecteurs de l'assurance-chômage s'étaient présentés chez lui, mais il était absent. Le lendemain, après avoir refusé de s'identifier, ils lui ont demandé — suggéré plutôt — de collaborer avec eux. Comme Garand ne trouve pas de travail, ils lui ont offert de troquer sa misère contre une simple trahison. Mais Garand n'est pas une donneuse, et leurs sermons anticastristes se sont perdus dans la brume.

2. Le vol de radios

Il aurait été amusant que l'Armée Canadienne avertisse les militants du MRQ de changer ce qu'on appelle les "cristaux" des radios qu'ils ont volés. On sait que les dits cristaux sont codifiés, ce qui permet à l'Armée de les répérer.

chroniques

chronique du p.s.q. 1

la fondation du P.S.Q. est-elle encore possible?

jean-marc piotte, paul chamberland

En novembre dernier le Parti Socialiste du Québec tenait, à Québec, son Congrès de Fondation. Le congrès fut alors reporté à deux semaines plus tard parce que l'assemblée n'avait pas eu le temps de se mettre d'accord sur le programme, le manifeste et l'organisation du parti. Cette seconde réunion n'a pas, elle non plus, réussi à clarifier la situation. On apprend maintenant que l'exécutif du parti convoque un congrès spécial pour la mi-mars, soit seulement quatre mois après le Congrès de Fondation. Que se passe-t-il au P.S.Q.?

Il ne fait pas de doute qu'un profond malaise mine ce parti naissant. Nous voulons ici réfléchir sur les causes de ce malaise afin de faire surgir nettement la seule solution qui, selon nous, s'impose à l'heure actuelle. C'est cette solution que nous allons tenter de faire valoir, tout d'abord, à travers une rétrospective de la petite histoire du parti, en remontant à la source même du présent conflit: les contradictions inhérentes au mouvement qui se sont révélées lors du congrès de fondation du N.D.P. canadian, contradictions issues du problème national. Car, malgré la fondation du P.S.Q. elles n'ont cessé d'entraver les efforts des socialistes québécois.

1. — la gauche nationale

Au congrès de fondation du N.D.P. "from coast to coast", une partie de la délégation québécoise avait obtenu la reconnaissance officielle, par le party, du principe de l'**égalité** des **deux** nations. Mais il a fallu bientôt déchanter: le fameux principe allait être indéfiniment confiné au ciel des idées. 1o — Le programme même du party, sur les plans économique, politique et social, niait effectivement les exigences du "bi-nationalisme" (v.g. planification canadian centralisatrice). 2o — Hazen Argue, David Lewis, pour ne nommer que les célébrités du party, montrèrent clairement, dans leurs déclarations, quel cas ils faisaient de ce principe: tout au plus, une formule habile pour flatter la vanité des québécois. Cela était facile: nous avions l'habitude de nous contenter de mots, à défaut de réalités; nous avions toujours donné dans ce genre de mystifications, eux ils misaient à fond sur notre naïveté, ils surent pousser le cynisme jusqu'à contredire publiquement, et de façon brutale, le principe qu'ils avaient reconnu avec tant de condescendance dans des documents abstraits. Ils se trompaient.

Soudainement tout se mit à changer au pays du Québec: les pontifes de la "social-democracy" allaient se réveiller brutalement, et verser tardivement leurs larmes de crocodiles (cf Michael Oliver). Nos "gauchistes" traditionnels se découvrirent mécontents des condescendances verbeuses; ils exigeaient davantage que des simples déclarations de principe. Certains éléments, plus jeunes et plus radicaux, soit de l'intérieur soit de l'extérieur du parti, firent front commun avec les premiers et formèrent ce qui devint la Gauche Nationale. Ce groupe organisa un Caucus dans un but bien précis: préparer le congrès de fondation du N.P.D. québécois, de telle sorte que l'aile québécoise du party assument efficacement les besoins de la nation.

L'échec que constituait le N.P.D. révélait clairement, pour la première fois, l'impossibilité "congénitale" de ce monstre qu'est un parti pan-canadian. Les discussions internes à la F.L.Q. et la scission brutale du Crédit Social en deux partis nettement articulés selon la réalité binationale ressortissent d'ailleurs au même malaise (colonialiste).

Mais la Gauche Nationale révéla à son tour son manque d'homogénéité quant aux mesures à prendre en vue de l'émancipation du Québec. La première tendance réunissait les gens qui avaient milité dans les formations socialistes antérieures (C.C.F., P.S.D.) et qui avaient pris conscience du problème national. La plupart d'entre eux s'étaient formés dans les milieux syndicaux; par conséquent, ils agissaient, plus ou moins consciemment, selon le pur souci de l'immédiat, le réalisme à courte vue propres au syndicalisme nord-américain. La prise de conscience du problème national leur fut, en quelque sorte, "imposée" par leurs cadets. Cette seconde tendance groupait, pour la plupart, des gens qui n'avaient pas eu à se définir contre le duplessisme, c'est-à-dire en fonction d'un homme. Ils ne connaissaient pas l'atmosphère de ghetto qui avait été celle des partis socialistes traditionnels; les hommes de ces partis s'étaient laissés mystifier, sur le plan de la conscience politique, par le mythe du nationalisme-forcément-rétrograde-et-réactionnaire.

En un mot, la Gauche Nationale se fixa un but précis: définir la pensée, les structures et les modes d'action du N.P.D. québécois, et cela en tenant compte d'une nécessité première: la libération économique, politique, sociale et culturelle du Québec. Aussi la Gauche Nationale décida-t-elle de former un Caucus qui donnât forme à ces projets, et qui prévît la stratégie et la tactique à suivre en vue de l'éventuelle fondation d'une aile largement autonome du parti socialiste. Ce Caucus tint ses premières réunions en septembre 1962. Dès ce moment, jusqu'en juillet 1963, date où fut fondé le PARTI SOCIALISTE QUEBECOIS, les contradictions internes à la Gauche Nationale se nouèrent pour former un imbroglio de tendances qui créa un état de confusion telle qu'il permit malentendus et défections.

L'ambiguité au sein du parti eut pour conséquence directe une perte de temps considérable dans l'élaboration de sa doctrine et de ses structures. L'état de confusion actuel des esprits est dû non pas tellement à l'absence d'une pensée politique de base, mais à ce que sont intervenues des trahisons au cours du processus de formation.

Cette attitude fallacieuse de quelques membres a conduit à une perte de mémoire au niveau de la conscience de parti, d'où cette recherche de définition sans cesse renouvelée.

Le parti tire ses origines du Caucus de la Gauche Nationale; il ne fait aucun doute que le parti originant de ce Caucus a été volé à celui-ci, ce qu'on est à même de constater si l'on considère que, issu de la Gauche Nationale, il aurait dû coïncider par la suite avec la pensée de ce groupe. Or il n'en est rien.

Revoyons rapidement ce qui s'est passé

de septembre 1962 à Juillet 1963. Nous l'avons déjà indiqué, le Caucus était formé 1o d'une nouvelle génération visant à définir une pensée socialiste québécoise et à définir des cadres d'action efficaces, 2o un certain groupe du N.D.R. qui avait déjà orienté son action dans le mmême sens.

L'union de ces deux éléments et la collusion des esprits ont donné naissance à la pensée et aux documents de la Gauche Nationale.

Un premier document concrétisa la discussion sur les termes d'un socialisme québécois; le Caucus s'était déterminé à entreprendre une démarche dans le sens d'un socialisme visant à la décolonisation du Québec. Le document n'apporta pas une réponse à tous les problèmes. D'une autre discussion portant sur les cadres de l'action à envisager, il avait été décidé d'adopter une attitude dite "étapiste": plutôt que de fonder immédiatement un nouveau parti, tenter d'amener, par étapes, les membres du N.P.D. québécois à la position de la Gauche Nationale.

On avait donc conclu à des mesures minima: si elles s'avéraient impossibles à obtenir, un nouveau parti devait être fondé. Le document Morin-l'Heureux-Chartrand établissait cette position. En bref, ce document de compromis (d'action) définissait les termes d'un Parlement ou Congrès confédéral fondé sur le principe des deux nations; il préconisait une large autonomie des deux états sur les plans politique, économique, social et culturel. Les mesures à prendre étaient très précises: FAIRE ADOPTER LE DOCUMENT MORIN - L'HEUREUX - CHARTRAND PAR LE CONGRES.

2. — l'origine avortée du p.s.q. et la nouvelle gauche nationale

Au congrès d'orientation de juillet dernier, le parti se vit trahir par certains de ses membres. L'équivoque, cause de l'attentisme actuel, est née à cette époque: on créa un parti, le PARTI SOCIALISTE DU QUEBEC qui n'aurait plus aucun lien avec le N.D.P., mais qui orienterait sa politique en fonction de la formule de compromis. Si bien que la Gauche Nationale, qui voulait un parti indépendant si, et seulement si, le compromis était rejeté par le N.D.P. se retrouva séparé du N.D.P. par sa structure mais relié à lui par sa doctrine.

Cette trahison est l'oeuvre de quelques membres du Caucus. Ces membres s'étaient placés en situation de représenter l'esprit et la ligne d'action du Caucus; or, à l'insu du Caucus, ils réussirent, par surprise, à faire passer l'amendement Boudreau. Amendement qui stipulait ceci: laisser le champ libre, sur le plan fédéral, au N.D.P. L'amendement fut accepté malgré, particulièrement, l'opposition de Jean-Claude Lebel qui sut rétablir les faits et réouvrir le débat en faisant état de la véritable pensée du Caucus. Michel Chartrand, lui, y alla de quelques plaisanteries afin de désamorcer le débat; il appuyait l'amendement Boudreau, à l'encontre de toute la ligne d'action prévue.

La solidarité de la Gauche Nationale a été rompue par des éléments "traîtres". La "trahison" tenait ici au fait que les quelques membres "inculpés", qui devaient représenter le Caucus et agir selon la politique tracée, avait, à l'insu des autres, mis en action une politique personnelle sous de fausses représentations.

Des mesures décisives s'imposaient, et s'imposent toujours, pour lever définitivement l'équivoque.

3. — mesures à prendre

Les décisions à prendre doivent être nettes, et n'admettrent aucune tergiversation. aucun compromis, aucune ambiguité. Il faut supprimer à la racine, sur le plan de la pensée comme sur le plan de l'action toute forme d'inféodation au confédéral

N.D.P. Il existe une priorité que nul socialiste québécois conscient ne peut éluder: l'effort de décolonisation et la transformation des structures politiques, économiques, sociales et culturelles du Québec. Ce sont là deux aspects d'une même lutte, les deux tâches fondamentales qui nécessitent l'action d'un véritable Parti Socialiste Révolutionnaire.

1ère mesure: inviter tous les socialistes à participer à l'élaboration du programme et vider le parti de ceux qui ont adhéré sans connaître la portée d'un engagement qu'ils se refusent à prendre.

2e mesure: orienter la politique du parti en fonction de la dialectique du Caucus de la Gauche Nationale (effort de décolonisation et action visant à l'instauration de structures socialistes dans le Québec), et non pas selon une pensée tronquée telle qu'imposée par l'amendement Boudreau, et soutenue par la politique confusionnelle de Chartrand.

Le bien fondé de ses mesures fut confirmé par l'attitude des membres lors de l'assemblée générale tenue à Québec en novembre dernier (au Congrès de fondation):

par l'acceptation du droit de vote pour tous les inscrits au Congrès; et par le rejet du projet constitutionnel (le document de compromis), ils ont montré une conscience aiguë du problème et de la nécessité de supprimer l'équivoque par une action concertée en vue d'un véritable socialisme québécois.

4. — Réouverture du débat

Les discussions actuelles sur la question et l'option de base qui naîtra au cours de l'assemblée générale des membres au mois de mars exigent un double effort de conscience de la part de tous les socialistes québécois.

— d'abord se donner la lucidité et le courage de venir prendre position sur ce problème fondamental qui engage l'avenir de tout le socialisme québécois;

— ensuite, étudier la question selon l'esprit de départ, c'est-à-dire de façon scientifique, tel que le voulait le Caucus de la Gauche Nationale. Nous l'avons dit, il s'agit de lever l'ambiguité autour de la question constitutionnelle, revenir en-deça même du document de compromis ,Chartrand-L'Heureux-Morin) et fonder clairement le débat sur les termes d'un socialisme qui s'incarne dans la matière même du problème, d'un socialisme québécois authentique.

Il s'agit donc d'une invitation formelle aux socialistes réalistes du Québec en vue de lever l'ambiguïté actuelle née de l'équivoque; équivoque qui fut suscitée et aggravée par la trahison de deux membres du Caucus de la Gauche Nationale qui cherchent par une action fourbe et détournée à maintenir cette équivoque.

Le temps n'est plus aux discussions stériles ni aux nuances fumeuses. Nous avons la responsabilité d'assumer réellement les besoins et les aspirations des classes exploitées du Québec. Il est de la dernière urgence de liquider tout malentendu et de mettre en oeuvre tous les moyens d'action nécessaires à la lutte révolutionnaire. L'assemblée spéciale du **14 mars** peut constituer un pas décisif en ce sens. Nous vivons un tournant important de l'évolution du socialisme québécois.

Jean-Marc PIOTTE
Paul CHAMBERLAND

chronique du p.s.q. 2

le P.S.Q. à la croisée des chemins

roger nantel

Après une longue gestation mais seulement deux mois d'existence réelle, le Parti socialiste du Québec doit-il dès maintenant plonger tête première dans la lutte, "se définissant dans l'action" comme le veut une expression à la mode?

Ou a-t-il comme premier devoir de continuer à définir aussi longtemps qu'il le faudra son idéologie et ses modes d'action, son attitude devant la constitution canadienne et autres questions d'importance? Autrement dit, ne doit-il pas s'assurer qu'il est ce "véritable socialisme authentiquement québécois" avant de s'offrir à la gauche canadienne-française, sans parler du peuple canadien-français tout entier?

La question se pose. Maintenant, et telle que formulée.

Définition ou action? Ou les deux à la fois?

On pourra objecter que le problème est formulé en termes trop simplistes qu'il est possible à une formation politique s'appuyant sur une idéologie déjà existante de se particulariser tout en descendant dans l'arène, d'élaborer son programme dans les détails tout en se livrant à un conditionnement préalable de l'opinion publique.

Mais l'effet qu'elle aurait alors sur l'évolution politique de la société dans laquelle elle évolue elle-même risquerait d'être peu déterminant. Il est clair que lorsqu'un nouveau parti lutte quotidiennement pour son existence même, l'action proprement dite et l'organisation relèguent souvent la définition au second plan, lorsqu'ils ne l'éliminent pas complètement.

Il suffit, pour s'en convaincre, de constater l'impasse relative dans laquelle se débattent présentement tous les tiers-partis, surtout ceux qui se veulent issus d'une idéologie (tout au moins d'une idée). Les intérêts se concilient plus facilement que les opinions.

Pour les dirigeants du PSQ, le problème majeur que représente cette auto-définition se pose donc, que l'on veuille tout simplement la couper court au profit de l'action, qu'on soit d'accord pour la continuer ou qu'on se chicane quant à son orientation.

(Soit dit en passant, rien de plus normal que de tels conflits idéologiques au sein d'un parti aussi jeune, puisqu'au PSQ incombe plus qu'à d'autres la tâche énorme d'adapter à notre société une des grandes philosophies politiques du monde, philosophie à laquelle elle a été jusqu'ici très réfractaire).

Ce qui permet à de nombreux partisans du PSQ de reprocher à ce dernier, en s'appuyant sur des faits indéniables, de n'avoir eu sur la scène politique qu'une présence plutôt fantomatique. Tels, par exemple, les jeunes socialistes de l'Université de Montréal. On pourrait leur répliquer que même dans un tel état de choses, un champ énorme s'ouvre à leur action dans leur propre milieu. Nous y reviendrons.

Quoi qu'il en soit, la direction du Parti socialiste peut présentement donner l'impression de piétiner sur place et il est probable que le problème se concrétisera lorsque le PSQ aura à prendre position devant le Comité parlementaire sur la constitution.

Pour l'expliquer, revenons un peu en arrière. Comme on le sait, le congrès de

fondation s'était vu saisir d'un projet de constitution pour le Québec qui donnait à cette province presque toute la souveraineté d'un état indépendant mais qui la maintenait à priori au sein d'une fédération canadienne. Ce même projet était d'ailleurs, à peu de détails près, le document qui avait provoqué la scission entre le "caucus de la gauche nationale" du NPD et l'aile fédéraliste de ce parti.

Au congrès PSQ de Québec, le projet fut renvoyé au comité exécutif comme document de travail. Puis, au tout début de l'année, un comité spécial fut formé par l'exécutif du parti pour préparer le mémoire devant être soumis au Comité parlementaire sur les relations fédérales-provinciales. Il apparait déjà que le rapport préparé par ce nouveau comité PSQ pourra rejeter en tout ou en partie le contenu de son seul document de travail en insistant sur la décolonisation, (le projet de constitution du début), qu'un ou plusieurs rapports minoritaires lui seront adjoints mais qu'une fois pour toutes, la position du Parti socialiste sur la question nationale sera clairement définie.

Que ressort-il de tout cela? D'abord, que tous les membres du PSQ et tous les socialistes ont intérêt à suivre de près ce qui se passe actuellement dans le parti. Il sera en effet trop tard lorsqu'une orientation définitive lui aura été donnée pour se plaindre qu'elle n'est pas encore conforme à ses idées. Entre autres, il leur faudra participer en bloc au congrès extraordinaire qui devra adopter, amender ou rejeter le mémoire sur la constitution (ce congrès a été convoqué pour le 14 mars).

Pour faciliter la participation des membres du parti au travail extrêmement important qu'accomplit actuellement leur exécutif, le comité d'organisation (jusqu'ici en veilleuse à cause de la démission de son premier responsable) a mis au point un plan qui permettra aux cellules à venir de contribuer directement à l'élaboration de la politique du parti et qui doit être mis en marche dans l'avenir immédiat.

En attendant, les noyaux de membres déjà existants ont du pain sur la planche, même s'il leur faudra faire preuve du genre d'initiative personnelle qui n'est pas habituellement exigée des militants d'un parti organisé (rappelons-nous que le PSQ n'a que deux mois d'existence réelle).

Les étudiants socialistes mentionnés plus tôt peuvent ici servir d'exemple. Le noyautage des organismes étudiants, la prise en mains partielle ou totale de leur journal, **le Quartier latin,** la pénétration des diverses facultés (à venir jusqu'à aujourd'hui, les partisans semblent se retrouver surtout en Sciences po.), l'agitation lors des fréquents conflits qui secouent l'université, l'accumulation d'une documentation pouvant permettre à la propagande de s'appuyer sur une augmentation spécifique en matière d'éducation secondaire et universitaire . . .

Somme toute, sans risquer de dramatiser inutilement, on doit affirmer que l'heure est grave pour le Parti socialiste du Québec. Et que tous ceux à qui importe l'aménagement rationnel de notre société doivent être activement préoccupés par l'accouchement qu'il est en train de vivre.

Roger NANTEL

chronique d'une révolution 1

une situation révolutionnaire

andré major

les bombes ou l'abstention

Les bombes du FLQ, en plus d'exprimer une crise politique et une conscience nouvelle de cette crise, ont eu l'effet de troubler les bonnes consciences, d'agir sur elles comme une vision de l'enfer. Certains journalistes, pour prendre cet exemple, en perdaient leur cynisme et battaient leur coupe. Cette agitation augurait un changement, une conversion mentale; mais la culpabilité qui leur rendait si sympathiques les jeunes gens qui avaient enfin osé parler haut dans cette médiocrité organisée, ils l'ont perdue au lendemain d'un procès qui n'en était pas un, et ils sont retournés à leur cynisme et à leur confort moral. En paix avec eux-mêmes, tout leur effort révolutionnaire consiste à ridiculiser Chaput. Et pour se donner une contenance de gauche, ma chère, ils appuient Lévesque et Gérin-Lajoie. Pas forçant mais bien vu. Ça suffit comme engagement. Et comme c'est dans l'air du temps de braver le colonisateur, ils se font un tantinet autonomistes à la Lévesque, le genre affranchi, quitte à flatter au passage les beaux élans d'un Parti Socialiste dont on ne sait encore que fort peu de choses. Cette dose d'autonomisme, c'est déjà un peu risqué, et voilà que je te condamne Chaput à être de toute éternité un homme de droite, opération combien salutaire qui justifiera n'est-ce pas le peu de valeur qu'on accorde à l'idée d'une souveraineté nationale. Que les séparatistes se cassent la gueule si ça leur chante, moi je me marre! Ils ont la belle bouche pour juger les patriotes; eux, ils sont en dehors de la lutte, du côté prudent des observateurs. Vous savez, j'ai tellement de choses à faire, et puis ça me fait peur, moi, l'indépendance: si le fascisme était au bout de tout ça... Ce qu'il y a au bout du gouvernement Lesage, dites donc? Surtout ne pas leur demander d'expliquer ce fameux fascisme, fantôme-justification derrière lequel ils se retranchent bien au chaud avec l'assurance de ne rien risquer. Chaput, son jeûne, de la démagogie! Allez plus loin: il est à droite, comment ça? Alors, avec votre question, vous venez, tout socialiste que vous êtes, de vous faire étiqueter à droite, du côté des Chaput, Bourgault, Parti Pris, etc.

où est la droite ?

Qui c'est la gauche? Lesage, Pearson, Jean Pellerin, Vincent Prince, Gérin-Lajoie? Si c'est là votre gauche, vite que je me range de l'autre côté!

Tout ça n'est pas très sérieux. Et la question n'est pas de savoir combien vous valez aux yeux des refoulés-de-la-gauche-qui-a-une-peur-folle-de-la-révolution. La question la seule, la vraie, c'est de savoir si vous êtes prêt ou non à lutter pour la libération du Québec. Pas plus, pas moins. Si vous hésitez, si vous vous cachez dans une attitude d'expectative, dans la prudence du silence, vous êtes réactionnaire, parce que le choix de l'inertie est une lâcheté quand ce n'est pas une trahison. Sont réactionnaires ceux qui, pour des raisons de confort et d'intérêt, comptent sur les forces en place pour faire progresser sérieusement la révolution, abandonnant ainsi cette dernière

aux mains des premiers démagoges venus. Les socialistes québécois qui, de peur d'être mal vus, attendent pour donner un sens nouveau à la révolution nationale sont aussi à leur manière des réactionnaires. Et je vois mal comment ils pourraient accuser les partis indépendantistes de se situer à droite alors que rien ne permet encore de déterminer leur orientation politique (celle des socialistes comme celle des indépendantistes). C'est un risque, je veux bien, que de lutter pour l'indépendance, mais ce risque est nécessaire et il faut avoir le courage de le prendre.

Au milieu de cette confusion, on nous demande d'appuyer une gauche boiteuse et libérale qui n'a précisé aucun de ses objectifs. Je préfère risquer du côté des patriotes: là on est animé d'un esprit révolutionnaire autrement courageux.

Ce n'est pas la droite qui fera échouer notre révolution, mais tous ceux qui, s'en remettant aux forces en place, condamnent les patriotes, pour assister en spectateurs délicats et agacés au combat que nous menons. Quand la révolution sera plus avancée, quand son succès sera assuré, ils nous rejoindront sans doute, histoire de se trouver du bon côté. On a vu ça en France pendant la guerre d'Algérie. Et à Cuba les communistes, à la veille de la victoire castriste, ont décidé que la révolution se conformait en effet à leurs schémas d'interprétation. Nous aussi, nous avons nos traîtres et nos lâches, mais leur nombre ne mettra aucun frein à notre élan, qu'ils le sachent bien.

Refuser la révolution nationale, et surtout en fausser le sens, comme le font certains journalistes, spécialistes de la malhonnêteté, c'est trahir. Ainsi que s'abstenir. Ainsi que décider a priori, pour se justifier de ne rien faire, que cette révolution est celle de la Réaction.

le jeûne ou les illusions perdues

Je passe à la révolution elle-même. Chaput, aux yeux de presque tout le monde, n'aurait pas dû jeûner. Vous n'y pensez pas, c'est pour de l'argent! La vérité, c'est que tout le monde était dérangé par ce contretemps qui leur rappelait qu'une révolution était à faire. Nous étions, pour notre part, opposés à ce jeûne pour des raisons fort différentes. D'abord parce qu'un parti révolutionnaire ne saurait compter sur la générosité et la participation d'une population encore mal informée et mal préparée face au phénomène révolutionnaire. Ensuite parce que ce jeûne, tout idéaliste, n'était qu'un palliatif, qu'une solution provisoire. Jamais on ne financera un parti qui veut renverser l'Ordre établi, comme jamais on ne votera pour lui. Il faut aller chercher l'argent là où il est, par tous les moyens, et ne reculer devant rien pour assurer la bonne marche du parti. Et c'est heureux que Chaput ait échoué: il a enfin compris, et nous aussi, que la légalité est une impasse et que la révolution ne se fait pas avec quelques aumônes. Qu'il est nécessaire d'utiliser tous les moyens pour donner corps et force à un parti vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire un parti qui changera la situation politique actuelle, qui agira efficacement sur la population, opposant nettement les patriotes aux traîtres.

le FRI, la répression et le choix

Quand on lutte pour renverser un pouvoir, il faut s'attendre (même en bonne démocratie capitaliste) à une répression subtile pratiquée à tous les niveaux. Le PRQ, semble-t-il, n'avait pas prévu cette répression, et devant cette réalité il est devenu le FRI. Auparavant nous étions trop faibles pour exciter la peur des forces en place, mais comme les événements se précipitent, comme la révolution commence à s'organiser, la répression est apparue, forçant plusieurs d'entre nous à faire contre mauvaise situation bon esprit.

Clandestin pour éviter la répression, ce mouvement pourra envisager de lutter sur un autre plan que celui de la stricte légalité,

ce qui revient à formuler une nouvelle politique et à préparer une action autre qu'électorale. Enfin dégagés de ce vain électoralisme (vain parce que les partis séparatistes ne peuvent s'appuyer sur une machine électorale, sur une finance et une organisation traditionnelles), les révolutionnaires s'engageront dans une lutte plus concrète, celle de l'agitation. Pensée d'abord, puis expliquée par une vaste propagande, cette agitation sera le moteur par excellence de la révolution québécoise. Cette politique sera sans doute celle de groupes comme le MRQ dont, toutefois, les moyens d'action demeurent encore mystérieux. Mais on peut prévoir que tous ces groupes auront un grand rôle à jouer dans cette révolution qu'on voudrait, en haut lieu, condamner à la tranquillité. Leur première raison d'existence réside sans doute dans l'impossibilité pour tout parti indépendantiste d'agir efficacement dans la légalité qu'on lui accorde. Ces groupes auront eu tort ou raison selon qu'ils auront nui ou aidé à la révolution. Quant à moi, et c'est là un parti pris tout à fait personnel, je ne crois pas qu'ils auront tort.

L'un des résultats d'une telle action, ce sera de tendre la situation, exaspérant les choix politiques, provoquant le pouvoir qui ainsi se démasquera, montrera son vrai visage (celui d'une démocratie colonialiste), forçant ceux qui se taisent à prendre parti. Et plus la situation se tendra, plus les choix politiques seront nets. Nous verrons alors de quel côté sont ceux qui jouent sur l'ambiguïté actuelle pour se balancer entre la révolution et le statu quo. L'autonomisme à la Lévesque aura vécu, et le choix se fera entre l'indépendance et la dépendance.

Nous verrons aussi qui méritaient le beau qualificatif de réactionnaires.

André MAJOR

chronique d'une révolution 2

un canada, une langue

andré major

Tous les politiciens québécois qui vont faire carrière à Ottawa-sur-Ontario se plient douillettement au conformisme colonial, et leur vie politique, fort calme en général, n'est qu'une longue trahison qu'illustrent admirablement les St. Lawrence, Lamountain, Doupouis, des gars de chez nous qui ont fini dans le cul des colonisateurs. Ces mercenaires, eux-mêmes en conviendraient, sont nécessaires au régime colonial puisqu'ils forment une élite-façade qui masque toutes les manoeuvres colonisatrices de leurs **bosses.** Il convient toutefois, par le temps qui court, d'entrer dans le cirque en lançant quelques étincelles aux yeux d'un peuple ahuri et fatigué. C'est ainsi que Yvon Doupouis, commettant une grave erreur de sens, s'en prenait aux "ottawamaniaques" lors de sa nomination à Ottawa. Cette insulte, qu'il voulait adresser aux séparatistes et aux cryptoséparatistes, c'est à lui-même qu'il l'a lancée. Ça lui apprendra à jouer avec les boumerangnes . . . Littéralement, le terme "ottawamaniaque" définirait celui qui, comme Doupouis, a pour référence, idée fixe, obsession, cet Ottawa que les séparatistes refusent. Les séparatistes, s'il faut à tout prix leur découvrir une manie, seraient plutôt des "québécomaniaques".

Mais tout ceci n'est qu'un prétexte pour aider Doupouis à faire meilleure impression à l'étranger (utilisons ce que nous avons, nos rares compétences . . .). Maladroit comme il est, il a besoin de conseils, et je veux bien faire ma part pour hâter la fin du régime bi-national en proposant une petite

réforme qu'il prendra, je l'espère, à son compte.

Il y aurait, dit-on en milieu fédéraliste, deux langues officielles au Canada, deux langues qui permettraient aux citoyens d'y travailler et d'y vivre. On ne prétend pas toutefois que l'on doive connaître les deux langues. L'une d'elles suffirait. Or partout, d'une mare à l'autre, au Québec comme au pôle nord, seule la langue anglaise — langue du colonisateur — est exigée de celui qui veut travailler. Et tant que Québec, colonie du Canada, parlera anglais au travail, une commission comme celle de Mme Dunton-Laurendeau ne sera qu'une grimace grotesque.

La reconnaissance des deux langues, on le voit tous les jours, est un truc de colonisateurs, un truc que Doupouis, Lamountain et Elliot Troudo trouvent très très democratic — une finesse britannique, oyah! Lamountain admettait, tout seul, comme un grand garçon, que le bilinguisme n'était le fait que d'une élite. Or il y a quatre Québécois sur dix qui sont bilingues, qui bafouillent un franglais made in Canada. Quelle élite nous sommes! Et l'on nous prétend incapables de disposer de nous-mêmes!

Le bilinguisme, sous-produit du colonialisme, devient de plus en plus impraticable puisqu'il doit logiquement, selon sa nature même, déboucher sur une assimilation progressive, assimilation que tout Québécois (sauf celui qui a payé pour l'accepter) refuse avec plus de violence que jamais.

Et c'est ici que je reviens à Doupouis avec mon petit conseil. Puisqu'il accepte d'être le valet de nos maîtres canadians, je lui refile une idée qui fera de lui l'un des Pères de la Nouvelle Confédération (celle des libéraux et des néodémocrates): proposer qu'on abolisse l'usage de la langue française, langue folklorique qui n'est employée qu'à l'heure du chapelet en famille, qui n'est donc d'aucune utilité. Je crois que cette idée ferait son chemin et lui mériterait les faveurs de la majorité (anglaise), ce qui démocratiquement constitue une garantie parfaite de justice, d'harmonie, d'entente et de progrès.

Les "ottawamaniaques" (les vrais) se réjouiraient d'avoir enfin exorcisé un agaçant rite nationaliste, la langue . . . Et certains socialistes, qui ont pour la langue le plus noble mépris, ne seraient pas trop fâchés que la frontière linguistique soit détruite et qu'on puisse ainsi réaliser la grandiose union des prolétaires des deux nations.

Cette nouvelle loi (l'unité linguistique) coinciderait enfin avec la réalité. Anglaise-toi ou crève, ce ne serait plus seulement un fait : ce serait une loi, **my dear** . . . Et elle vaudrait, au Doupouis, ce bon mercenaire, une belle pension et sans doute une médaille du mérite colonial.

Note. Dans les Bureaux de Placement de la **province of Quebec,** quand on y demande du travail, l'ignorance de la langue anglaise vous ferme toutes les portes. Les employés de ces institutions, en bon gars de chez nous, vous conseillent de vous anglaiser au plus sacrant, "les cours du soir c'est pas cher", et puis **english speaking,** citoyen authentiquement **canadian**, vous serez digne de travailler, de manger et de penser (s'il vous reste du temps . . .). Là-dessus on ne me contredira pas, j'ai vécu cette expérience et je ne suis qu'un exemplaire de ces colonisés qui, ne parlant que la langue seconde dans ce **double-country,** ont commis l'impardonnable crime de n'avoir pas appris celle des colonisateurs.

André MAJOR

m. jean-charles harvey, un "mystique de la race" (1)

paul chamberland

NOTE. Je tiens tout d'abord à dissiper un malentendu sur l'interprétation possible de ce texte; je n'ai voulu en rien ouvrir un débat entre le monsieur impliqué ici et moi-même, parce que je n'y verrais aucun intérêt. Les écrits de Monsieur Jean-Charles Harvey ne m'ont retenu que par leur valeur "documentaire" de symptômes : un "cas" patent de servilité heureuse, de consentement serein à l'asservissement colonialiste.

P. C.

M. Jean-Charles Harvey pose facilement au champion de l'**antiracisme,** mais il suffit de scruter d'un peu près ses écrits pour y déceler une attitude de pensée foncièrement **raciste.** Il ne croit pas si bien dire lorsqu'il déclare ne pas avoir oublié "les leçons d'histoire" de son "vieil abbé fort éloquent" dans ses "véritables catilinaires contre les ennemis de sa foi et de sa race". (1)

Je ne pense pas jongler avec les paradoxes lorsque j'interprète comme raciste l'antiracisme de M. Harvey. M. Harvey se cale trop aisément dans le fauteuil de sa bonne conscience pour partager véritablement le sentiment de ceux qui luttent contre les discriminations raciales. Les antiségrationistes américains, noirs ou blancs, manifestent l'authenticité de leur attitude lorsqu'ils entendent dépasser efficacement la situation raciste qu'ils dénoncent: Par leurs gestes et leurs déclarations, ils visent à démystifier l'idéologie raciste et à détruire les causes réelles de la situation raciste : préjugés, injustices sociales, économiques et politiques.

M. Jean-Charles Harvey, par sa façon de s'inscrire contre le racisme, retient de l'intérieur de son langage et de son attitude, les structures de pensée raciste. Loin de contester la véritable nature du racisme, il élève le **fait** au rang d'une **essence** imprescriptible: il se contente de dénoncer un racisme suffisamment abstrait et universel pour éviter toute confrontation précise. Il partage l'attitude d'une proportion imposante de racistes: le **racisme antiraciste.** Le raciste antiraciste, habituellement concerné d'une façon moins directe par la situation raciste, masque sous le couvert d'un antiracisme de surface, un racisme d'autant plus tenace qu'il se dérobe sous des dehors de tolérance et d'"humanité" qui ne sont que de la pitié méprisante.

Le racisme antiraciste, comme tout racisme, réduit l'humanité en deux clans: les "blancs" et les "coloured men". Postulat initial implicite, posé, bien sûr, au-delà de toute discussion (notre "cryptoraciste" n'y pense même pas puisque son racisme est logé dans l'inconscient). Cette "vérité" raciste, donnée une fois pour toutes, on a beau multiplier les protestations antiracistes, leur contenu sera tel que, loin d'infirmer le racisme initial, il le confirmera plutôt. Les propos de M. Harvey en constituent un "témoignage" ad hoc.

Tout blanc se définit, de soi, contre le noir, personne ne saurait échapper à son essence.

> Je crois bien que toutes les nations où le Blanc est habitué, depuis des siècles, à régner en maître et à considérer les nègres comme des êtres infé-

rieurs, bons tout au plus à occuper les fonctions de domestiques et d'esclaves, mettent bien du temps à considérer ceux-ci comme des égaux et à fraterniser avec eux. **Or, les Russes sont des Blancs. Comment pouvait-on espérer qu'ils fissent exception à la règle universelle ?** (2)

Etant donné cette dichotomie — et c'est là une conséquence implicite — l'"humanité" sera attribuée à l'un des deux clans; et l'homme, par décret, sera le "Blanc". Il faut noter que cette forme de pensée est typiquement primitive, "sauvage"; par exemple, les Esquimaux se considèrent comme les seuls hommes (inook). Les noirs n'accèdent à l'humanité que pour autant qu'ils participent au monde du Blanc. Sur ce présupposé, le raciste antiraciste pourra souhaiter avec ferveur l'"égalité" de tous les hommes.

Dans combien de temps ces **peuplades** seront-elles développées à l'égal des Blancs? (2)

S'agit-il d'évaluer le "degré" de "civilisation" des noirs? L'étalon anthropométrique sera fixé à la mesure de notre préhistoire c'est-à-dire cette période qui précède la venue des valeurs proprement occidentales c'est-à-dire les valeurs d'humanité. Appréciez l'audace et la précision des mensurations!

...des millions de nègres, disséminés dans la brousse africaine, vivent et pensent encore comme l'on vivait et pensait il y a 4000 ans. (2)

Il ne vient pas à l'esprit de M. Jean-Charles Harvey que ceux qui habitent "la terre des lions et des girafes" (!) (2) sont maintenant ce que les **colonisateurs occidentaux** en ont fait: la matière humaine du confort et de la prospérité des Blancs. Mais notre éditorialiste, prévoyant l'égalité culturelle des blancs et des noirs se rassure habilement en se ménageant un retour à son postulat initial.

Même lorsque les nègres se seron **hissés** au niveau culturel des Blancs, il restera la **barrière** de la **couleur.** (2)

Et maintenant, évaluez bien la signification de ce "retour aux sources" de l'inconscient nord-américain: le racisme naïf et inavoué d'une sexualité inquiète et morose qui se nourrit à la surestimation mythique de la "puissance" nègre. Attitude exemplaire de l'angoisse kierkegaardienne où le désir et la répulsion se fortifient mutuellement.

Dans la plupart des familles, ce que l'on **redoute** le plus, quand on vit dans le voisinage des **peaux d'ébènes,** c'est de voir une **beauté blanche dans le lit d'un Africain.** Et cela **explique** (!) peut-être en grande partie les violences auxquelles se sont livrés des Américains du Sud, pour maintenir les **pratiques cruelles** de la ségrégation traditionnelle. (2)

Explication révélatrice! La ségrégation raciale exhaussée au niveau d'une rivalité sexuelle célébrée selon tous les rites d'une violence collective débridée! Et M. Harvey se paye même le luxe d'un lapsus qui substitue au citoyen noir américain l'Africain légendaire et terrible. Nous avons atteint le sommet de la mystification du racisme antiraciste. Entre cette attitude et celle des Ku-Klux-Klan il n'existe qu'une différence de degré.

Un des motifs obsessionnels utilisés par le raciste antiraciste, afin de se masquer son attitude, c'est l'**universalisme abstrait,** dont il étoffe toutes ces protestations de tolérance. Cet universalisme, il le veut d'autant plus vague et général qu'il se dispense ainsi de reconnaître la réalité des antagonismes sociaux. La société, pour lui, n'est formée que d'individus égaux tels que le définit le code bourgeois des libertés civiles. Mais l'universalisme abstrait n'est que l'idéologie inavouée de la suprématie des valeurs occidentales. Supériorité de l'humanisme gréco-latin, universalité du christianisme, protestant ou romain, ces mystifications cachent à leur tour la domination imposée par la violence, du capitalisme et de l'impérialisme occidentaux. Le

Blanc impose l'universalité de sa force et de son exploitation.

Reconnaître globalement, spontanément, les valeurs de l'humanisme traditionnel c'est inconsciemment s'identifier au dominateur occidental, qui impose, avec ses armes et son argent, ses idées et sa culture. (Pour le canadien-français, le maître est anglo-saxon). Celui qui dénonce l'occidentalité prédatrice sous l'universalisme philanthropique se rend passible de l'accusation de trahison de la part des défenseurs de l'ordre établi.

> En soi, la race n'a rien d'universel ni de permanent. C'est l'humain qui est universel. N'importe qui peut cesser d'être américain, anglais, français, **voire** canadien-français; mais personne ne peut cesser d'être un homme — aussi longtemps qu'il lui reste un souffle de vie. C'est dire que le bien de l'homme l'emporte de beaucoup sur le bien **purement** national.. Penser autrement, c'est **détraquer l'échelle des valeurs,** c'est se détraquer soi-même. (1)

Voilà une pièce éloquente de la pensée tautologique bourgeoise, du "philistinisme petit-bourgeois" comme l'écrirait Lénine. M. Harvey se donne beau jeu lorsqu'il réduit le nationalisme canadien-français à un problème de race: l'infériorité politique, économique, sociale et culturelle des canadiens français est le dernier de ses soucis; il préfère brandir le spectre d'un racisme messianique à la chanoine Groulx. Allons plus loin que ce monsieur: il n'existe pas de "races" américaine, anglaise, française, italienne, "voire" canadienne-française (c'est une grossière erreur que de prétendre le contraire). Par conséquent, tout antagonisme de race doit être dénoncé et détruit au profit d'une égalité minimum. Mais la véritable démystification du racisme va jusqu'à dévoiler les ambiguïtés (l'idéologie raciste les entretient) qui cachent les oppositions de classes ou de groupes. Il serait sans doute gênant, pour M. Harvey, de se priver de "son" racisme, puisqu'il serait confronté aux véritables problèmes. En le conservant, il promeut sans cesse le **"super-racisme" pro-américain** qui constitue la raison première de son attitude. Mais ce "super-racisme" n'est qu'un pseudo-racisme: il voile l'adhésion inconditionnée à la supériorité économique et politique des U.S.A., c'est-à-dire la justification de l'impérialisme et du capitalisme américain. En fin de compte, pour M. Harvey le "racisme" n'est détestable que d'un côté, celui des nations exploitées et dominées. N'est-ce pas en effet un particuralisme regrettable? Alors que le "super-racisme" américain peut se déployer sans mesure puisqu'il prend le masque de l'universalisme, puisque l'homme, c'est d'abord le blanc, l'américain.

Pour M. Harvey, le salut et le bonheur des canadiens-français ne sauraient résider que dans l'identification la plus étroite à l'américain, à celui qui détient le pouvoir. Aussi s'inscrit-il violemment contre tout "nationalisme" canadien-français. Que le Québec cherche à se donner une identité culturelle, une indépendance économique et politique véritables, voilà un scandale insoutenable puisque ce vouloir-vivre national s'affermit dans la mesure où il combat le colonialisme canadian et l'impérialisme yankee. Que cette lutte s'exacerbe jusqu'au terrorisme, voilà qui est transgressé toutes les limites du bon sens!

> ...ces violences **ne** sont **pas canadiennes-françaises.** Elles sont plutôt le produit d'**influences étrangères.**

Cette proposition est vraiment merveilleuse! Elle est à la fois tout à fait vraie et tout à fait fausse! Puisque pour M. Harvey l'identité canadienne-française consiste dans un asservissement des plus étroits au modèle américains, les formes avancées de lutte de libération nationale **ne peuvent** manifester — qu'elles soient opportunes ou non — le ressentiment québécois. Mais il est également juste de faire appel aux "influences étrangères", puisque, dans la mesure où nous nous opposons à l'impérialisme américain qui nous asservit, nous faisons cause

commune avec les pays dominés comme l'était Cuba. Nous sommes engagés dans un processus analogue de libération, et la conquête de notre identité à travers la prise en charge de notre destin nous fait spontanément nous identifier à ces pays. Nous nous vivons comme **nègres-blancs,** et notre perméabilité aux "influences étrangères" n'est possible que sur le fond d'une situation qui nous est jusqu'à un certain point commune avec les pays dominés, de l'Amérique latine notamment. Que notre lutte prenne des formes particulières, c'est une autre histoire: elles sont exigées par la réalité québécoise.

Tous les valets du capitalisme canadian et yankee s'empressent d'exorciser la colère populaire. Il faut entendre ce qu'il disent pour défendre le désordre établi.

> Les jeunes terroristes pour lesquels certains propagandistes ont tenté, sans succès, de déclancher un mouvement populaire de pitié, ont tout de même tué un innocent et en ont rendu un autre impotent pour la vie. C'est sans provocation aucune qu'ils se sont livrés à une série d'**actes inqualifiables.** Ils n'avaient même subi aucune tracasserie policière, aucune des rigueurs de la loi...
> ...Ils **jouissaient en paix** (!) de l'**admirable esprit démocratique** et des **incomparables libertés politiques** d'un pays qu'ils voulaient détruire...
> ...Dans de telles circonstances, le **terrorisme** est **inexplicable.** Son nom n'est pas courage, mais démence. (1)

M. Jean-Charles Harvey rend facilement "inexplicable" le terrorisme canadien-français. Pour lui, la démocratie est canadian et yankee. Seule la violence exercée contre le désordre établi est injustifiable; au départ, elle ne peut être un acte humain, le fait de la responsabilité. Il se déclare outré par la mort d'un innocent, mais il oublie allègrement la torture exercée contre de tous jeunes hommes (dont il n'ignore pas de quelle façon certains noms ont été "donnés" à la police . . .). Mais voilà, la torture est **"normale"** lorsqu'il s'agit de défendre un régime.

Il faut être de mauvaise foi pour parler d'"**admirable** esprit démocratique et des **incomparables** libertés politiques d'un pays" qui ne se soutient plus que par sa police et sa propagande, un régime qui signifie, pour la nation canadienne-française, le génocide culturel, un régime dont la violence n'a pu se dissimuler jusqu'ici que par la "docilité" des canadiens-français.

Mais M. Jean-Charles Harvey, comme bien d'autres, en plus de se faire le valet des intérêts étrangers, est "colonisé" jusqu'à la racine dans ses comportements et sa pensée. C'est avec la plus grande assurance qu'il collabore à la perdurance d'un régime arbitraire et policier qui seul, jusqu'à maintenant, a eu raison de la résistance canadienne-française. Je souhaite à M. Harvey de ne pas être réveillé trop brutalement.

Paul CHAMBERLAND

Notes

(1) Jean-Charles Harvey, "Mystique de la race", in "Son Petit Journal", 26 janvier 1964. Les passages soulignés dans les citations le sont de nous.

(2) Jean-Charles Harvey, "Le rouge et le noir", in "Son Petit Journal", 5 janvier 1964.

chronique de l'éducation

phillippaubert

laurent girouard

La lecture est le substrat de la culture . . fort bien! Les officiers-pédagogiques du DIP ne l'ont pas oublié lorsqu'ils ont imposé la lecture des **Anciens Canadiens** de Philippaubert (1) aux professeurs et élèves du cours secondaire (8e et 9e année). Ce roman d'un sénile cadre bien dans le cauchemar sadico-masochiste qui tient lieu de programme d'études dans le secteur publique.

Présenté et expurgé par Guy Boulizon le pensum de de Gaspé est, dans l'édition scolaire Beauchemin, le roman canadien le plus vendu. (A qui vont les droits d'auteur?)

Philippaubert a écrit son roman en cinq ans, de 74 à 79 ans. Notre petit Hugo quoi! Etudiant chez les Jésuites, avocat et shériff, il a accumulé les souvenirs nécessaires au chef-d'oeuvre longuement mûri.

Le Canadien Jules d'Haberville et l'Ecossais Archibald Cameroun of Locheill, étudiants chez les Jésuites, nobles, courageux, herculéens, soldats, philosophes, catholiques, passionnent énormément les adolescents d'aujourd'hui. Tout cela est tellement près d'eux!

Sur les bords du St-Laurent meurt une autre France . . . lorsque l'Ecossais héroïque, les méchants Anglais, les Français persécutés, les fourbes Indiens et le valeureux Canadien vivent le beau roman édifiant et pompeux de de Gaspé. Jules et Archi sont tour à tour, amis, adversaires, amis, adversaires, amis, amis, amis. Archi brûle les domaines canadiens sous les ordres de Montgomery et Jules crie "A moi, grenadiers" à l'assaut des canons de Wolfe. Blanche d'Haberville refuse le mariage avec Archi parce qu'elle n'a rien fait pour sa patrie . . . c'est son sacrifice à elle; mais son frère peut marier une jolie Anglaise parce qu'il a versé son sang sur les Plaines d'Abraham. Car "il est naturel, il est même à souhaiter que les races françaises et anglo-saxonne, ayant maintenant une même patrie, vivant sous les mêmes lois, après des haines, après des luttes séculaires, se rapprochent par des alliances intimes." (P. 176)

Dans un vocabulaire vieillot et batard le romancier déploie un des styles les plus pauvres jamais vu ici. Mièvre, d'une connerie à toute épreuve, il moralise durant 188 pages, en tentant quelques blagues incompréhensibles pour tout adolescent passionné par la dance et le sport.

J'ai donc appris que l'archéologie était au programme d'études des 8e et 9e années. **Les anciens Canadiens** est un document pour historien détrousseur de mythes... il est peut-être encore un roman pour vieilles demoiselles fleur bleue et pédagogues malhonnêtes.

Son choix comme lecture obligatoire a peut-être une explication plus simple. Je me demande si les milliers d'exemplaires de l'édition Beauchemin sont complètement écoulés. Si oui, il serait préférable pour les commissions scolaires d'acheter l'édition Fides, format livre de poche, qui est beaucoup moins dispendieuse... les prolétaires verraient leurs taxes mieux dépensées.

Laurent GIROUARD

---

1) de Gaspé, Philippe Aubert, *Les Anciens Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1963, 188 pp.

la neige flambe

jacques ferron

Le dix-septième siècle canadien, le quart, la demie du suivant, peut-être même tout le régime français, furent misérables. A cause de l'hiver. En Europe, l'hiver n'est qu'une des quatre saisons. Au Canada il est un déluge de neige, un désert de froid; il donne au pays sa cinquième dimension. L'esprit aventureux de nos ancêtres, qui leur faisait emprunter volontiers le mode de vie amérindien, leur venait sans doute de l'inconfort de la Nouvelle France. C'était à proprement parler un esprit de fuite. La Canadienne restait à la maison. Son sexe fort ramenait les nomades. C'est elle qui a fixé le pays. Autour de ses jupes.

La maison française ne convenait pas au climat. Toutes ses cheminées n'y pouvaient rien. Leurs feux ouverts brûlaient sans grand résultat. Il fallait pour entretenir un peu de chaleur des efforts incessants. Le poêle libéra bien des énergies. Ce fut lorsqu'il fut installé dans chaque maison que l'hiver au Canada devint une saison de triomphe, de bonheur et de réjouissances. Assez paradoxalement cela coincida avec le début du régime anglais.

De tous les pays d'Europe la Suède est celui que nous connaissons le moins et auquel nous devons le plus. Pays nordique comme le nôtre. Il est notre jumeau luthérien. Monsieur H avait une secrétaire canadienne française; ce célibataire qui n'était pas porté sur les femmes, avait néanmoins le sens de la parenté. Actuellement l'électricité est le sang de notre pays. Or c'est une découverte suédoise qui a rendu la circulation facile. Au XVIIe siècle, avec la reine Christine, la Suède prit un grand éclat. Comme un papillon le Sieur René Descartes, pourtant philosophe de son état, y fut mourir. Cet éclat tenait à la métallurgie du fer que ce pays avait rénovée. Et cela nous intéresse de fort près. Voici comment.

En France, cette industrie était très vieille, trop vieille; ses méthodes en étaient devenues archaïques. Aussi Colbert jugea-t-il bon, pendant que la reine Christine visitait la France et étonnait tout le monde par son tempérament et ses feux nordiques, d'envoyer des Bourguignons à l'école suédoise. Et ce fut les fils et les petits-fils de ceux-ci qui allumèrent les forges du St-Maurice. Ils avaient été de si bons élèves que Peter Kalm, naturaliste suédois visitant la Nouvelle-France en 1749, Peter Kalm à qui Madame Judith Jasmin vient justement de rendre la politesse, y trouvera en fait de forges et de ferronneries copie de tout ce qu'il y avait vu dans son pays.

L'Europe septentrionale avait rénové la métallurgie du fer pour s'adapter à son climat. Mais en descendant vers le sud cette découverte servit à d'autres fins, tout particulièrement à la guerre. La France n'avait pas besoin de poêles mais de canons. Aussi, lorsqu'on obtint, après un demi-siècle de demandes incessantes, de traiter les sables ferrigeux de la Mauricie, ce fut d'abord pour couler des canons, des mortiers, des bombes. La France qui fournissait avec les capitaux les fondeurs, les marteleurs, les charbonniers bourguignons, l'exigeait. Mais le Canada avait d'autres besoins. Une espèce de conspiration s'installa. Les canons, les mortiers n'étaient pas de bonne qualité. Par contre le poêle à deux ponts, jumeau du poêle suédois, était excellent. La France se fit passer un Québec. Ce Québec atteignit sa perfection avec la bombe.

On avait envoyé à Trois-Rivières un maître-bombardier qu'il faut saluer. Il fut fort diligent. Grâce à lui les Forges produisirent un nombre considérable de bombes. Les commis parisiens devaient être satisfaits. Mais les Canadiens l'étaient aussi. Ces bombes, ils les mirent sur le feu. Elles n'éclatèrent pas, ne firent point sauter de maisons. Sur le feu elles se mirent à chanter. C'étaient d'innocentes bouilloires. On les nomma aussi canards. Ces deux canadianismes, encore en usage, témoignent d'une heureuse malice et d'une saine ironie. La France avait perverti l'invention suédoise. Le Canada lui rendit sa santé nordique. Et la Canadienne, avec sa bouilloire et son poêle, avec aussi son Canadien au pieu, peut donner sa pleine mesure. Jamais dans l'histoire du monde on ne vit pareil tempérament.

Jacques FERRON

jazz dans la vie quotidienne

le jazz, et qui?

patrick straram

"...en plus de faits spécifiquement musicaux, c'est aussi un nouveau climat moral qui a pénétré dans la musique de jazz."

André FRANCIS

On finira par savoir, par totalement "vérifier" qui le jazz concerne... Un Polonais Andrzej Wajda, dans un très beau film qui s'avère le seul sketch un peu essentiel d'un bien piètre "Amour à 20 ans" (autre vérification: le sketch le plus insipide, le plus académiquement mal fait et le plus inutile comme le plus faux, celui de Rossellini fils, comme pour une dernière fois prouver une mentalité et une incompétence critiques, c'est le seul qu'ait "aimé" Jean Basile!), Wajda donc connait et aime assez le magistral John Coltrane pour qu'un de ses personnages le nomme. Sous-titre anglais, au moment de la distribution nord-américaine du film par le tout-puissant monopole d'un certain Lévine, assez célèbre déjà pour qu'un court-métrage à l'inquiétante réputation lui soit consacré: quelque chose d'aussi renversant que James Colchran! A un monsieur Lévine, comme à tous ses semblables de la distribution et de l'exploitation, qui n'ont aucun **souci** des auteurs, on ne dira jamais assez MERDE, ORDURES!

* * *

Autre vérification . . . Merci à Vittorio, l'érotique Guêpard vénitien, de m'avoir abonné à "Playboy". De saisissantes images, permettant des confrontations--montages constamment renouvelés pour une meilleure appréhension des représentations possibles du moi et de la réalité, justifient un tel "geste". Il n'en demeure pas moins que ce magazine, matériau d'abord indispensable de désaliénation de l'homme américain au niveau de sa vie quotidienne le plus tragiquement conditionné, celui des rapports entre la femme et l'homme, est devenu bien rapidement le véhicule d'un snobisme omniprésent, et que son aspect "libertin" n'est qu'un aspect, la liberté (contenue dans le mot libertin) y étant sacrifiée à un nouveau conformisme guère engageant (aux différents sens du mot). Dans le domaine du jazz, un des domaines où "Playboy" entend exercer une autorité sur ceux "à la page", décernant des sortes d'oscars du jazz dont on ne saurait mésestimer l'importante influence sur le marché du disque et l'engagement des musiciens par les propriétaires des **boîtes où s'entend** le jazz, une abomina-

ble confusion des valeurs encore prédomine. "The 1964 Playboy All-Star Jazz Band" démontre une tendance à préférer le superficiel au vrai qui laisse songeur. Qu'un Stan Getz devance un Coltrane, qu'un Al Hirt soit second trompette, que l'emportent un Pete Fountain (clarinette), un Lionel Hampton (vibraphone), un Joe Morello (batterie) et l'insupportable-inévitable Dave Brubeck (piano et leader d'un combo): en voilà assez, ainsi manifesté combien réactionnaire peut-être une soi-disant "avant-garde". L'ennui étant que l'économie même du jazz est conditionnée par ce snobisme au capital énorme . . .

* * *

Si je remplis le bulletin de participation au référendum 63-64 des lecteurs de "Jazz-Hot" — une revue française dont le sérieux et l'information comme l'analyse garantissent au jazzophile désireux d'en "savoir" plus une matière remarquable — et ainsi me situant pour le lecteur, information sur laquelle repose toute critique et comment n'en pas **prévenir** le lecteur si on le respecte? je classe ainsi les musiciens dans les différentes catégories: **trompette:** 1) Miles Davis, 2) Dizzy Gillespie, 3) Booker Little; **trombone:** 1) J.J. Johnson, 2) Jimmy Knepper, 3) Willie Dennis; **clarinette:** 1) Jimmy Giuffre, 2) Eric Dolphy, 3) Buddy Collette; **flûte:** 1) Eric Dolphy, 2) Frank Wess, 3) Buddy Collette; **saxophone soprano:** 1) John Coltrane, 2) Steve Lacy, 3) Lucky Thompson; **saxophone alto:** 1) Ornette Coleman, 2) Jackie McLean, 3) Lee Konitz; **saxophone tenor:** 1) John Coltrane, 2) Johnny Griffin, 3) Sonny Rollins; **saxophone baryton:** 1) Gerry Mulligan, 2) Cecil Payne et Pepper Adams; **piano:** 1) Thelonious Monk, 2) Cecil Taylor, 3) Lennie Tristano et Mac Coy Tyner et Red Garland et Mal Waldron et Bill Evans; **vibraphone:** 1) Milton Jackson, 2) Teddy Charles, 3) Yvan Landry (un Montréalais dont certaines trames sonores sont remarquables pour des films produits ici, dernier exemple: le très difficile travail très magnifiquement réussi pour le beau film de Guy Borremans, "L'homme vite"); **orgue:** 1) Jimmy Smith; **guitare:** 1) Jimmy Raney, 2) Kenny Burrel, 3) René Thomas; **contrebasse** 1) Charles Mingus, 2) Percy Heath, 3) Paul Chambers, Ray Brown et Jimmy Garrison; **batterie:** 1) Roland Kirk (ténor, manzelle et strich à la fois); **compositeurs:** 1) Ornette Coleman et John Coltrane et Charles Mingus et Thelonious Monk — les QUATRE GRANDS DU JAZZ D'AUJOURD'HUI, à tous les niveaux; **chanteurs:** 1) Ray Charles, 2) Lightnin' Hopkins, 3) Jimmy Witherspoon; **chanteuses:** 1) Sarah Vaughan, 2) Ella Fitzgerald, 3) Abbey Lincoln; **grands orchestres** (quand ils fonctionnent): 1) Charles Mingus, 2) Thelonious Monk, 3) Gil Evans et Quincy Jones et Dizzy Gillespie; **petites formations:** 1 John Coltrane, 2) Charles Mingus et Thelonious Monk. ("Jazz-Hot": 14, rue Chaptal Paris, 9e.)

* * *

Ainsi joué cet inventaire des propriétés pour une mise en situation qui fasse moins équivoques ou arbitraires options et critique, je ne peux qu'espérer la venue à Montréal du plus grand nombre possible des musiciens pré-nommés. Venue de moins en moins impossible. L'évènement majeur de ce début d'année qu'il faut souligner: combien peut être déterminante, enfin, la politique adoptée par le "Casa Loma", dont "la salle en haut" est désormais réservée aux musiciens de jazz, les vrais. Et c'est dans une boîte que s'entend le jazz, les musiciens enfin en mesure d'improviser sans les limites qu'imposent l'enregistrement ou le concert, du moment même de ce contact direct avec ceux qui entendent stimulant pour les deux parties. Que tout Montréalais qui aime le jazz puisse maintenant chaque soir se rendre au "Casa Loma", rue Ste-Catherine, près St-Laurent: c'est un fait capital, à partir duquel élaborer un jazz dans la vie quotidienne ici littéralement devient un possible dont chacun est désormais responsable . . .

Patrick STRARAM

vulgarité: contre polyeucte

Maître Pierre Corneille, avocat à Rouen, tira en 1643 d'une oeuvre de Surius, son Polyeucte, écrit en 1814 alexandrins, exception faite des Stances, que l'on peut lire à la Bibliothèque St-Sulpice tous les jours de la semaine.

On ne s'étonne pas aujourd'hui des protestations de Ligues, Comités de Moralité, prédicateurs, Filles de l'Empire, et enfin de tous ceux qui ont soumis au gouvernement des mémoires pour dénoncer le Bill 60, première version, et pour demander que l'éducation soit remise, comme une méchante fille qu'elle est, entre les mains de ses Supérieurs ecclésiastiques, seuls êtres vivants à pouvoir l'empêcher de perdre sa cerise confessionnelle.

Ces gens-là, si l'on peut leur reprocher leur mentalité, leur attitude intellectuelle, si l'on peut contester leurs idées, on ne peut pas les taxer d'hypocrisie. Quand les Ligues du Sacré-Coeur, par exemple, font un mémoire sur "Les Journaux Jaunes", on peut prévoir qu'il sera contre.

On ne peut toutefois en dire autant des manuels et des professeurs de littérature française classique. Ne parlons pas seulement ici des professeurs de nos institutions et des manuels qu'ils utilisent, mais bien des professeurs et des manuels des 321 dernières années, i.e., depuis que Polyeucte a été écrit et joué.

Ces manuels et ces professeurs en effet, nous ont toujours montré Polyeucte comme un être admirable et un personnage d'une incontestable noblesse. Il était le défenseur de Dieu, le Bayard de la foi, une réincarnation de l'archange Gabriel, si ce n'est Michel, un homme "saisi par la grâce", comme le gros Claudel à l'ombre de son pilier, à Notre-Dame, tenant dans sa main, au lieu d'un missel, le Rimbaud de la Pléiade, sur papier bible évidemment...

Or la réalité est tout autre. Polyeucte n'est pas mort. Et il n'est pas le ligueur modeste ni le prohibitionniste en chambre que nous connaissons. Il n'est pas tranquille à ce point. Polyeucte, c'est Billy Graham doublé du colonel Walker, du nommé Rockwell qui dirige les destinées du parti nazi américain, du défunt sénateur (McCarthy) et des membres du Klu-Klux-Klan. C'est en un mot, l'intolérant activiste.

Lisez la pièce: Polyeucte laisse choir Pauline pour aller fracasser des statues dans l'église voisine, avec un bâton de baseball, sous prétente qu'on n'y rendait pas grâces à son Dieu.

Les plus grands défenseurs et propagandistes de Polyeucte chez nous: nos professeurs de Séminaires, que diraient-ils si un jour nous allions briser la statue de St-Antoine de Padoue dans la chapelle du collège du même nom? Ils nous feraient emprisonner, comme des gens qui reprochent au voisin la brindille qu'il a dans l'oeil et ne voient pas la poutre qu'ils ont dans le cul.

C'est la diffusion irréfléchie qu'ils ont donnée à Polyeucte qui a poussé leurs élèves à poster des bombes aux Ouessemontais sans même les affranchir.

Qui crache en l'air n'amasse pas mousse!

C'est pourquoi je propose que l'on n'enseigne plus Polyeucte dans nos collèges sans ménagements et modifications. Qu'on le fasse battre Pauline au nom de la foi et à cause de l'attention qu'elle porte à Sévère si l'on veut, mais qu'on coupe la scène du bris de statue. De statue à statu quo, il n'y a qu'un quo et les mauvais exemples sont si vite suivis.

Et qu'on mette l'accent sur le dernier acte, où Polyeucte est soumis à la torture et en meurt. La leçon deviendra alors évidente: un intolérant trouve toujours plus intolérant que lui et se les fait tordre.

Gérald GODIN

parti pris publiera en avril

l'O.N.F. et le cinéma québécois

des textes de:

denys arcand
michel brault
gilles carle
jacques godbout
gilles groulx
clément perron

BULLETIN D'ABONNEMENT

PARTI PRIS

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ☐ six mois, ☐ un an, à **PARTI PRIS,** à partir du numéro de.....196....

Ci-joint un ☐ chèque, ☐ mandat poste, au montant de.....

TARIF:	Abonnement ordinaire	de soutien	outre-mer (avion)
six mois (6 nos)	$2.50	$ 5.00	$ 5.00
un an (12 nos)	$5.00	$10.00	$10.00

....., le.....196....

(Signature)

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Profession .....

Faire parvenir ce bulletin à PARTI PRIS, 790-b av. Champagneur, Montréal (8)

les éditions parti pris publient:

la ville inhumaine

roman de

laurent girouard

page 166: "J'avais quelqu'un à tuer pour vivre demain. Je vivais en un état primitif, en marche vers la conscience. Puis les robots ont fait front. Non... ils étaient là de tout temps, bien avant le néant. Je les distinguais à l'horizon dans leur marche de poussière. C'était mon pays en assaut vers moi, enfant nouveau dans ce monde de ferraille."

page 175: "La taverne pourrait être le lieu du drame où l'aveugle peut enfin se boucher les oreilles. Seul dans son euphorie il peut enfin partir. Les Québécois ont leur manière bien à eux de se saoûler. Ils atteignent enfin leur grande évasion. La taverne et l'église. La mortification est le prix que l'on doit payer tôt ou tard de nos..."

---

la ville inhumaine sera en vente, dans toutes les bonnes librairies, à compter du 2 mars.